

LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

Rapport complet





1. AVANT-PROPOS

Peu d'attention est accordée à la sexualité dans le débat mondial sur les unions et les mariages d'enfants, précoces et forcés (UMEPF). En se basant sur ce constat, 41 responsables de programmes à l'échelle nationale ou mondiale, représentants gouvernementaux, fondations philanthropiques, chercheurs et militants dans le domaine de la sexualité et du développement des adolescents se sont rassemblés à New York en mars 2016 pour discuter du contrôle de la sexualité des adolescents dans le contexte des UMEPF. La réunion de deux jours était organisée par l'American Jewish World Service, CARE États-Unis, la Coalition internationale pour la santé de la femme et GreeneWorks. L'un des objectifs de cette rencontre était de formuler des recommandations concernant la sexualité dans le contexte des UMEPF, notamment pour remédier aux lacunes sur le plan des programmes, de la recherche et des efforts de plaidoyer.

À l'issue de cette réunion, un groupe de travail sur les programmes à l'égard des UMEPF et de la sexualité a été formé. Le groupe de travail

a commandé une étude pour identifier des programmes promouvant l'égalité des genres (APEG) ; valorisant l'intégrité physique, les droits et le développement des filles ; et ayant entraîné des changements normatifs contribuant à mettre fin aux UMEPF. Le présent rapport présente les résultats de cette étude. De plus, le travail novateur de trois organisations à l'égard de la sexualité est présenté plus en détail dans des études de cas. Les organisations en question sont **Trust for Indigenous Culture and Health (TICAH)** au Kenya, **International Centre for Reproductive Health and Sexual Rights (INCREASE)** au Nigeria et la **Fondation YP** en Inde (voir les études de cas, p. 29-31).

Nous tenons à remercier toutes les organisations qui nous ont consacré du temps pour partager leur expertise et nous fournir des informations. Sans leur générosité et leur important travail, ce rapport n'aurait pas été possible.

Ce projet a reçu l'appui du Fonds Kendeda, du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas

par l'entremise du programme Prevention+, de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement et d'autres généreux bailleurs de fonds. Nous tenons également à remercier Maria Bordallo et son équipe (Susana Fried, Shelly Makleff, Rhon Reynolds) pour la réalisation de l'analyse et la rédaction de la première ébauche des constatations et des études de cas, ainsi que Gabriela Muñoz et Alejandra Colom, de l'organisation Population Council, pour leur contribution à l'achèvement du rapport complet.

Dans un esprit de solidarité et de partenariat, le groupe de travail :

American Jewish World Service (AJWS), CARE, Centre international de recherche sur les femmes (ICRW), Coalition internationale pour la santé de la femme (IWHC), CREA, *Filles, Pas Epouses*, Fonds mondial pour les femmes, GreeneWorks, Nirantar Trust, Plan International, Population Council et Promundo États-Unis.

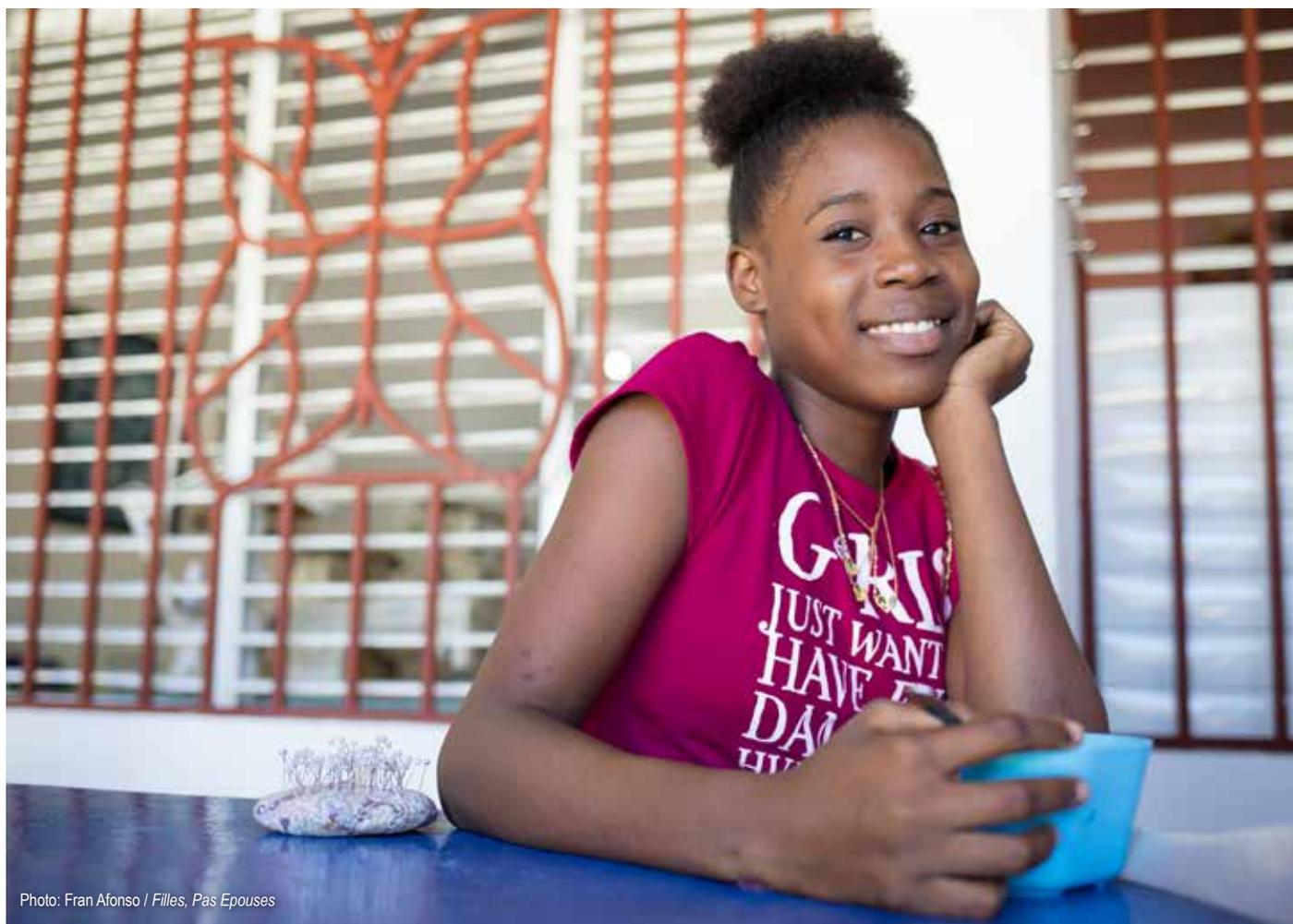


Photo: Fran Afonso / Filles, Pas Epouses

LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

TABLE DES MATIÈRES

	Page
1. Avant-propos	3
2. Sommaire	5
3. Introduction	8
3.1. Le lien entre la sexualité et les UMEPF	8
3.2. Mettre fin aux UMEPF à l'aide d'APEG	9
4. Méthodologie	10
4.1. Méthodologie de recherche	10
4.2. Limites de la recherche	11
5. Principales constatations : leve le tabou à l'aide d'approches promouvant l'égalité des genres	14
5.1. Approches prometteuses : éléments de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes	14
5.1.1. Contenu sur la sexualité : sensible à la dimension de genre, contextuel, souple et pertinent	14
5.1.2. Les filles en tant qu'agents de changement : la participation, le leadership et les perspectives des filles, des aspects fondamentaux	15
5.1.3. Les hommes et les garçons sont mobilisés pour faire progresser l'égalité des genres	17
5.1.4. Sélection et formation rigoureuse ainsi que soutien aux animateurs de programmes	17
5.1.5. Tenir compte de l'intersectionnalité : comprendre les complexités et atteindre les plus vulnérables	18
5.1.6. Ancrer les programmes dans le contexte local	19
5.1.7. Collaborer avec les familles, les communautés et les acteurs locaux	19
5.1.8. Stratégies novatrices pour la mobilisation et la rétention des participants	20
5.2. Le suivi, l'évaluation et les apprentissages à l'aide d'approches fondées sur des données probantes	22
5.3. Veiller à la pérennité des changements sociaux	23
6. Recommandations	24
6.1. Un cadre conceptuel détaillé et des indicateurs communs de réussite	24
6.2. Besoin de discussions, de recherches et d'orientations sur la criminalisation de la sexualité des adolescents	24
6.3. Recommandations pour les responsables de programmes	24
6.4. Recommandations pour les chercheurs	25
6.5. Recommandations pour les donateurs	25
6.6. Recommandations pour les défenseurs des droits et les jeunes militants	25
7. Études de cas	26
8. Annexes	34
8.1. Définition complète des premiers et des deuxièmes paramètres de sélection et des paramètres contextuels	34
8.2. Définition complète des variables qui présentent un intérêt	35
8.3. Exemples d'indicateurs utilisés dans l'évaluation des programmes	38

2. RÉSUMÉ

Le contrôle et la réglementation de la sexualité, en particulier celle des adolescentes, constituent une manifestation criante et souvent négligée des inégalités de genre et existent à travers différents contextes culturels et communautés du monde. Chez les adolescentes, les restrictions en matière de sexualité sont exacerbées par les fortes inégalités liées à leur âge et à leur genre. Les adolescentes sont généralement dépourvues de pouvoir et de contrôle sur leur propre existence et, bien souvent, d'énormes contraintes limitent leur capacité à prendre des décisions pour elles-mêmes.

Le contrôle de la sexualité des adolescentes trouve son origine dans le patriarcat et contribue à une des pratiques néfastes les plus répandues au monde : les UMEPF. Les UMEPF illustrent de manière frappante à quel point les femmes et les filles sont privées de leurs choix de vie, jusqu'aux plus intimes comme choisir ou non de se marier, quand et avec qui. Les organisations de la société civile, les chercheurs, les responsables politiques et autres acteurs reconnaissent de plus en plus la nécessité d'aborder les questions du patriarcat et du contrôle de la sexualité pour mieux comprendre et résoudre le problème des UMEPF¹. Malheureusement, la sexualité occupe trop souvent une place marginale dans les programmes à l'égard des UMEPF². À moins d'aborder sans détour le contrôle de la sexualité et les normes de genre préjudiciables qui confèrent un statut social inférieur aux femmes et aux filles, on ne pourra pas mettre fin aux UMEPF.

En réponse à ce problème, le groupe de travail sur les programmes à l'égard des UMEPF et de la sexualité a été formé. Le groupe a commandé une étude pour **identifier des programmes prometteurs abordant l'intersection entre les UMEPF et la sexualité, qui privilégient une approche promouvant l'égalité des genres (APEG)** et qui pourraient être reproduits dans d'autres contextes, ainsi que pour comprendre les principaux facteurs de réussite de ces programmes.

Ces programmes prometteurs ont été mis en œuvre dans des contextes conservateurs sur le plan politique et culturel, notamment par des organisations œuvrant au niveau local. Les constatations du rapport serviront : 1) à titre d'outil d'apprentissage pour les responsables de programmes ; 2) à présenter les lacunes et les aspects méritant des recherches plus approfondies ; 3) à titre d'outil pouvant aider les militants à engager le dialogue avec des dirigeants et des responsables politiques sur la question des programmes à l'égard des UMEPF et sur la façon dont ces programmes peuvent améliorer la liberté, la dignité et l'autonomie sexuelle et corporelle des filles et des femmes.



Photo: Mikko Toivonen / Plan International

Pour les adolescentes, les restrictions portant sur leur sexualité sont exacerbées par leur âge et leur genre – d'importantes dimensions de l'inégalité

Les approches promouvant l'égalité des genres (APEG) encouragent une sensibilité critique à l'égard des rôles et des normes liés aux genres ; encouragent une situation équitable pour les filles et les femmes dans la société ; remettent en cause la distribution des ressources et l'attribution des tâches entre les hommes et les femmes ; et/ou s'emploient à équilibrer les relations de pouvoir inégales entre les femmes et les autres membres de la communauté, notamment les prestataires de services ou les leaders traditionnels. Le but ultime de ces approches est de réaliser l'égalité entre les genres, d'autonomiser les femmes, les filles et les personnes de genre non conforme, de promouvoir la santé et de mettre fin à la violence.

¹M.E. Greene, S. Perlson, J. Hart and M. Mullinax. *The centrality of sexuality for understanding child, early and forced marriage*. Washington, DC, GreeneWorks and American Jewish World Service, 2018, https://ajws.org/wp-content/uploads/2018/05/centrality_of_sex_final.pdf.

²Ibid.

LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

Constatations

L'étude a mis en lumière des APEG prometteuses employées dans le contexte des UMEPF pour redonner aux filles le contrôle sur leur sexualité.

Les **réactions négatives** constituent un problème récurrent pour les organisations ayant recours à des APEG pour mettre en œuvre des programmes portant sur la sexualité des adolescentes et sur les UMEPF. Le rapport explore ces réactions négatives et la manière dont les organisations y sont confrontées, les moyens qu'elles emploient pour y faire face, et les leçons qu'elles en tirent. Plusieurs leçons ont été mises en lumière, notamment l'importance de recourir à des méthodes d'approche stratégiques, de dialoguer avec les parents et les leaders communautaires, ainsi que de mobiliser les hommes et les garçons en tant qu'alliés de cette marche vers l'égalité des genres.

Recommandations pour les acteurs clés

tirées des constatations :

Un cadre conceptuel détaillé et des indicateurs communs de réussite

- Il convient d'approfondir les recherches et les connaissances sur l'interdépendance et les liens entre la sexualité, les droits, l'autonomie, la pauvreté, les classes et les castes dans le contexte des UMEPF. La seule mesure de l'âge au moment du mariage ne rend pas compte d'enjeux plus vastes comme les inégalités de genre, le choix et le consentement. Aussi, il est important de mesurer d'autres indicateurs pour évaluer la réussite d'un programme, par exemple l'accès aux services et le degré d'autonomie dans la prise de décisions.

Il y a un manque de discussions, de recherches et d'orientations sur la criminalisation de la sexualité des adolescents

- Il est nécessaire d'examiner et d'évaluer plus en profondeur les effets des lois sur les adolescents, plus particulièrement en ce qui concerne l'âge et le genre. Associer l'âge minimum de mariage à l'âge minimum de consentement risque de brimer l'autonomie des adolescents, de mener à la stigmatisation ou à la criminalisation des relations sexuelles avant le mariage et de rendre les professionnels de la santé plus réticents à fournir des services aux adolescentes.

Constatations : principaux éléments des APEG pour les UMEPF

- Le contenu sur la sexualité est sensible à la dimension de genre, contextuel, souple et pertinent.
- Le programme est axé sur les filles en tant qu'agents de changement.
- Les hommes et les garçons sont mobilisés pour faire progresser l'égalité des genres.
- Les animateurs sont rigoureusement choisis et formés et bénéficient d'un soutien continu.
- Le programme tient compte de l'intersectionnalité : comprendre les complexités et atteindre les plus vulnérables.
- Le programme est ancré dans le contexte local.
- Le programme met à contribution les familles, les communautés et les acteurs locaux.
- Des stratégies novatrices sont adoptées pour la mobilisation et la rétention des participants.
- Des méthodes mixtes sont adoptées pour le suivi, l'évaluation et les apprentissages.
- Le programme veille à la pérennité des changements sociaux.

Recommandations pour les responsables de programmes

- Concevoir et mettre en œuvre des programmes promouvant l'égalité des genres qui visent à résoudre les causes profondes des UMEPF (notamment le contrôle patriarcal de la sexualité des adolescentes) et veiller à leur suivi et à leur évaluation.
- Veiller à articuler les programmes à l'égard des UMEPF autour des filles et à renforcer les capacités, le sens critique et l'autonomie des filles de manière à ouvrir des perspectives d'avenir autres que les UMEPF.
- Collaborer avec les hommes et les garçons pour examiner et remettre en question leurs privilèges et leur pouvoir et les encourager à devenir d'ardents défenseurs de l'égalité des genres.

- Établir des relations solides et des partenariats stratégiques avec les acteurs clés (les familles, les communautés et les institutions) de manière à changer les normes à tous les niveaux.
- Ancrer les programmes dans le contexte local, et embaucher et appuyer un personnel local conscient des valeurs et des pratiques de leur communauté.
- Adopter une approche intersectionnelle qui tient compte du genre, des handicaps, de l'âge, de l'appartenance ethnique, des castes, des classes et autres facteurs ayant une incidence sur les adolescentes, ainsi que de la façon dont les UMEPF peuvent toucher les plus vulnérables.

Recommandations pour donateurs

- Élaborer et partager des indicateurs pour évaluer les changements de normes sociales et les effets à court et long terme des programmes à l'égard des UMEPF et pour démontrer les liens de causalité entre les interventions et les changements d'opinions et de croyances sur la sexualité, l'égalité des genres et les UMEPF.
- Soutenir et renforcer les capacités de suivi et d'évaluation des plus petites organisations de manière à leur permettre d'évaluer leur travail.

Recommandations pour les donateurs

- Élaborer des lignes directrices et des critères qui encouragent les organisations bénéficiaires à adopter des APEG qui abordent la question de la sexualité et de ses liens avec les UMEPF.
- Appuyer les APEG à l'égard de la sexualité qui sont flexibles et à long terme.
- Financer directement des programmes à tous les niveaux, y compris ceux de groupes et d'organisations œuvrant à l'échelle communautaire.

Recommandations pour les défenseurs des droits et les jeunes militants

- Mettre en lumière les problèmes liés aux UMEPF et à la sexualité dans le cadre plus global des objectifs en matière de développement et de droits humains.
- Donner aux filles les moyens de plaider leur propre cause et renforcer leur capacité à transmettre leurs messages au grand public, ce qui contribue non seulement à leur émancipation, mais constitue un puissant moyen d'influer sur les décideurs.

Il est nécessaire d'examiner et d'évaluer plus en profondeur les effets des lois sur les adolescents.



LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

3. INTRODUCTION

3.1. Le lien entre la sexualité et les UMEPF

Le contrôle et la réglementation de la sexualité, en particulier celle des adolescentes, constituent une manifestation criante et souvent négligée des inégalités de genre et existent à travers différents contextes culturels et communautés du monde. Pratiquement toutes les sociétés imposent certaines formes de restrictions religieuses, politiques, sociales ou économiques à divers aspects de la sexualité :

- l'expérience de la sensualité, de l'intimité et du plaisir ;
- les comportements sexuels et les relations intimes ;
- l'expression de la sexualité et de l'orientation sexuelle ;
- le maintien de sa propre santé sexuelle et reproductive ;
- l'exercice de l'autonomie sexuelle, et de l'autonomie corporelle de façon plus générale³.

Chez les adolescentes, ces restrictions sont exacerbées par les inégalités criantes liées à leur âge et à leur genre. Les adolescentes sont généralement dépourvues de pouvoir et de contrôle sur leur propre existence et, bien souvent, d'énormes contraintes limitent leur capacité à prendre des décisions pour elles-mêmes.

Le contrôle de la sexualité des adolescentes trouve son origine dans le patriarcat et contribue à une des pratiques néfastes les plus répandues au monde: les UMEPF⁴. Les UMEPF illustrent de manière frappante à quel point les femmes et les filles sont privées de leurs choix de vie, jusqu'aux plus intimes comme choisir ou non de se marier, quand et avec qui. Les UMEPF existent dans de nombreuses sociétés, mais leur prévalence est plus grande dans certains pays et régions du monde. Chaque année, plusieurs millions de filles et leurs communautés en sont victimes⁵. Les UMEPF sont liés à l'abandon scolaire et à la perte d'emploi des filles et des femmes, à la violence conjugale, à la pauvreté et à un risque accru d'infection par le VIH, et peuvent représenter une vie entière d'asservissement et

d'oppression⁶.

Là où les normes de genre patriarcales exercent une forte emprise, il est extrêmement difficile d'exprimer librement sa sexualité, d'autant plus si l'on est une fille ou une femme. La virginité des filles est valorisée et les relations sexuelles avant le mariage peuvent attirer l'opprobre de la famille. Dans de telles circonstances, le mariage peut apparaître comme le seul moyen légitime d'avoir des relations sexuelles et les familles et communautés veillent à marier les filles malgré tous autres rêves ou désirs de celles-ci⁶.

À titre d'institution sociale, culturelle et économique, le mariage (et en particulier les UMEPF) contribue largement au renforcement du patriarcat et des inégalités de genre et à la perpétuation de normes et de rôles de genre qui limitent l'autonomie et les aspirations des filles et des femmes, notamment en ce qui concerne leurs corps et leur sexualité. Les UMEPF ne sont pas des partenariats d'égal à égal : la sexualité, les choix en matière de procréation et la mobilité des filles et des femmes font l'objet de surveillance et de contrôle, et toute transgression des normes de genre dominantes est lourdement sanctionnée. On refuse aux filles

le droit au consentement, au choix et au plaisir sexuel. Par conséquent, le patriarcat s'intéresse particulièrement au contrôle du corps de la femme, ce qui encourage et renforce les UMEPF.

Les UMEPF sont complexes. Ils sont vécus et justifiés de différentes façons dans les nombreuses cultures où ils persistent. Cependant, peu importe le contexte, ils ont en commun le patriarcat et les inégalités de genre comme cause profonde⁹. Le problème est maintenant un enjeu mondial et un aspect important des programmes de développement internationaux, comme en témoigne la cible 5.3 des Objectifs de développement durable à l'horizon de 2030, qui appelle à la fin des UMEPF. Les organisations de la société civile, les chercheurs, les militants et les responsables politiques reconnaissent de plus en plus la nécessité d'aborder les questions du patriarcat et du contrôle de la sexualité pour mieux comprendre et résoudre le problème des UMEPF¹⁰. Malheureusement, la sexualité occupe trop souvent une place marginale dans les programmes à l'égard des UMEPF¹¹. À moins d'aborder sans détour les normes de genre préjudiciables qui confèrent un statut social inférieur aux femmes et aux filles, on ne pourra pas mettre fin aux UMEPF¹².

Les normes de genre sont des attentes communes ou des règles informelles dictant la façon de se comporter selon son genre. Par exemple, l'idée selon laquelle les femmes et les filles doivent accomplir la plupart des tâches domestiques, une norme de genre répandue.

Les normes de genre maintiennent en place une hiérarchie de pouvoir et de privilèges qui, généralement, **insiste sur la binarité des genres** et renforce les inégalités systémiques qui portent atteinte aux droits des femmes et des filles et limitent les perspectives des femmes, des hommes et des personnes de genre non conforme.

(Contenu adapté de Plan International et de L. Heise, M. Green et al., « Gender Inequality and Restrictive Gender Norms: Framing the Challenges to Health », *Lancet Series on Gender Equality, Norms and Health*, à paraître).



Photo: Flemming Gernyx / Plan International

³L'« autonomie sexuelle » correspond à l'exercice d'un contrôle délibéré et autodéterminé de son corps et de ses choix sexuels. L'« autonomie corporelle », ou « autonomie physique », englobe le droit de ne pas être soumis à la violence, le contrôle des décisions concernant son propre corps (y compris le consentement éclairé à toute intervention médicale) et la capacité de décider quand, où et avec qui avoir des relations sexuelles.

⁴Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme : un « mariage d'enfant » correspond à tout mariage dans lequel au moins un des conjoints a moins de 18 ans. Un « mariage forcé » correspond à tout mariage contracté sans le libre et plein consentement des deux parties. Un mariage d'enfant est considéré comme une forme de mariage forcé puisqu'au moins une des deux parties n'a pu donner un consentement préalable, libre et éclairé. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, *Child, early and forced marriage, including in humanitarian settings*, <https://www.ohchr.org/EN/Issues/Women/WRGS/Pages/ChildMarriage.aspx> (consulté en avril 2019). Bien que le terme « mariages d'enfants, précoces et forcés » soit désormais utilisé dans les documents des Nations Unies pour décrire cette pratique variée, le mot « unions » y a été ajouté pour rendre compte des mariages informels et des unions libres, très communs en Amérique latine et dans les Antilles et analogues aux mariages formels (contenu adapté de Plan International).

⁵Environ 650 millions de filles et de femmes dans le monde ont été mariées avant leur 18e anniversaire (UNICEF, 2018). Cette seule statistique ne suffit pas à témoigner de toute la portée du problème, comme les normes patriarcales à l'origine des UMEPF peuvent pousser les femmes à se marier contre leur gré bien après l'âge de 18 ans.

⁶Pour des informations et des ressources supplémentaires sur l'impact des UMEPF, voir le centre de ressources de *Filles, Pas Epouses* : <https://www.fillespasespouses.org/centre-de-ressources/>

⁷CARE Tipping Point, *Child, Early, and Forced Marriage: CARE's global experience*. https://caringpoint.org/wp-content/uploads/2018/10/CARE_CEFM_CapacityStatement.pdf

⁸M.E. Greene, S. Perlson, J. Hart et M. Mullinax, *The centrality of sexuality for understanding child, early and forced marriage*, Washington, DC, GreeneWorks et American Jewish World Service, 2018. https://ajws.org/wp-content/uploads/2018/05/centrality_of_sex_final.pdf

⁹CARE Tipping Point, *Child, Early, and Forced Marriage: CARE's global experience*. https://caringpoint.org/wp-content/uploads/2018/10/CARE_CEFM_CapacityStatement.pdf

3.2. Mettre fin aux UMEPF à l'aide d'APEG

Le groupe de travail sur les programmes à l'égard des UMEPF (ci-après le « groupe de travail ») reconnaît que les UMEPF et la sexualité sont intrinsèquement liés au pouvoir et, par conséquent, qu'ils nécessitent une compréhension des différents aspects des inégalités, notamment le sexe, le genre, l'âge, les classes, les castes, l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Par la publication du présent rapport, le groupe souligne l'importance de remettre en cause les UMEPF à l'aide d'APEG.

Les APEG vont au-delà des symptômes des UMEPF et ont plutôt pour objet « une redéfinition plus équitable des rapports entre les genres, essentiellement par des démarches qui libèrent les femmes et les hommes des conséquences liées à des conventions sexuelles et de genre préjudiciables¹³. » À cette fin, les APEG privilégient l'examen des causes profondes des relations de pouvoir à l'origine des inégalités de genre en vue d'y remédier.

Les APEG encouragent une sensibilité critique à l'égard des rôles et des normes liés aux genres¹⁴, encouragent une situation équitable pour les filles et les femmes dans la société ; remettent en cause la distribution des ressources et l'attribution des tâches entre les hommes et les femmes ; et/ou s'emploient à équilibrer les relations de pouvoir entre les femmes et les autres membres de la communauté, notamment les prestataires de services et les leaders traditionnels. Le but ultime de ces approches est de réaliser l'égalité entre les genres, d'autonomiser les femmes, les filles et les personnes de genre non conforme, de promouvoir la santé et de mettre fin à la violence.

Pour qu'une APEG porte ses fruits, il faut comprendre en profondeur le contexte local. Il peut aussi s'avérer nécessaire de mener des actions à tous les niveaux du « modèle écologique », c'est-à-dire à l'échelle individuelle (famille, proches), de la communauté, de la société, etc¹⁵. Les changements peuvent être mesurés par l'étude de l'autonomie individuelle et collective ; des dynamiques de coopération et des attentes ; et des règles institutionnelles formelles et informelles qui régissent les pratiques sociales¹⁶.

Les APEG s'accompagnent d'une analyse des genres évaluant les répercussions sur la population d'un bout à l'autre du spectre des genres, dans différentes circonstances et selon un large éventail d'autres caractéristiques sociales. Les APEG se caractérisent également par les principes suivants :

- **Prise de conscience des normes de genre** : une redéfinition des normes de genre rigides attribuées aux hommes et aux femmes grâce à la réflexion, à l'éducation, à la sensibilisation et à la prise de conscience. En résulte une remise en question des concepts préjudiciables et restrictifs de la masculinité et de la féminité qui causent les vulnérabilités et les inégalités liées au genre et nuisent à la santé et au bien-être¹⁷.
- **Sensibilisation à la diversité** : prise en considération de facteurs intersectionnels comme l'ethnie, les classes, la diversité sexuelle, l'âge, l'identité et l'expression de genre, appartenance ethnique, les habiletés, la religion, etc.
- **Filles et femmes en tant qu'agents de changement** et leaders, et non spectatrices passives de leur vie.
- **Hommes et garçons contribuent aux efforts en faveur de l'égalité des genres** et à l'atteinte des buts et objectifs du mouvement pour les droits des femmes.

Le but ultime de ces approches est de réaliser l'égalité entre les genres, d'autonomiser les femmes, les filles et les personnes de genre non conforme, de promouvoir la santé et de mettre fin à la violence.

- **Espaces pour les personnes de genre non conforme** : les programmes s'éloignent des approches binaires.
- **Mobilisation d'un mouvement social** pour l'égalité des genres et les droits des femmes et des filles.

L'objectif de la présente étude est de recenser les APEG qui fonctionnent à l'égard des UMEPF et de la sexualité. Le rapport met en évidence les programmes prometteurs mis en œuvre dans des contextes conservateurs sur le plan politique et culturel, plus particulièrement le travail d'organisations œuvrant au niveau local. Les programmes à l'étude sont axés sur l'autonomisation et tiennent compte de la vulnérabilité extrême des filles et des jeunes femmes mariées et célibataires. Ils ont pour but d'agir à l'égard des causes profondes des inégalités de genre, de redéfinir les normes sexuelles et de genre destructrices et d'émanciper les filles en leur permettant de développer leurs compétences, leurs connaissances et leur autonomie (y compris leur autonomie sexuelle).

Les constatations du rapport serviront : 1) à titre d'outil d'apprentissage pour les responsables de programmes ; 2) à présenter les lacunes et les aspects méritant des recherches plus approfondies ; 3) à titre d'outil pouvant aider les militants à engager le dialogue avec des dirigeants et des responsables politiques sur la question des programmes à l'égard des UMEPF et sur la façon dont ces programmes peuvent améliorer efficacement l'autonomie sexuelle et corporelle des filles, des jeunes femmes et des femmes.



Photo: Allison Joyce / Filles, Pas Epouses

¹³CARE Tipping Point, Child, Early, and Forced Marriage: CARE's global experience, https://caretippingpoint.org/wp-content/uploads/2018/10/CARE_CEFM_CapacityStatement.pdf.

¹⁴M.E. Greene, S. Perlson, J. Hart and M. Mullinax. *The centrality of sexuality for understanding child, early and forced marriage*. Washington, DC, GreeneWorks and American Jewish World Service, 2018, https://ajws.org/wp-content/uploads/2018/05/centrality_of_sex_final.pdf.

¹⁵Ibid

¹⁶S. Dworkin, P. Fleming, C. Colvin. 'The promises and limitations of gender-transformative health programming with men: critical reflections from the field.' *Culture, Health and Sexuality*, 2015, 17(2), <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13691058.2015.1035751>.

¹⁷Ecological models aim to change multiple forces of a person's environment that may be perpetuating harmful gender norms. They typically include five different levels: individual, interpersonal, organisational, community and public policy. See: L.L. Heise. 'Violence Against Women: An Integrated, Ecological Framework.' *Violence Against Women*, 1998, 4, 262, <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/1077801298004003002>

¹⁸M.E. Greene and A. Levack. *Synchronizing Gender Strategies: A Cooperative Model for Improving Reproductive Health and Transforming Gender Relations*, Washington, DC, Population Reference Bureau and Interagency Gender Working Group, 2010, https://www.engenderhealth.org/files/pubs/gender/synchronizing_gender_strategies.pdf.

¹⁹E. Hillenbrand, N. Karim, P. Mohanraj and D. Wu. *Measuring gender-transformative change: A review of literature and promising*, CARE USA, Working Paper, 2015, https://www.care.org/sites/default/files/documents/working_paper_aas_gt_change_measurement_fa_lowres.pdf.

²⁰M.E. Greene and A. Levack. *Synchronizing Gender Strategies: A Cooperative Model for Improving Reproductive Health and Transforming Gender Relations*, Washington, DC, Population Reference Bureau and Interagency Gender Working Group, 2010, https://www.engenderhealth.org/files/pubs/gender/synchronizing_gender_strategies.pdf.

LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

4. MÉTHODOLOGIE

4.1. Méthodologie de recherche

Le groupe de travail a chargé une équipe de recherche de dresser une liste d'APEG prometteuses susceptibles d'être reproduites dans d'autres contextes. À cette fin, l'équipe de recherche a collecté et analysé de nombreux renseignements. Par l'entremise des membres du groupe de travail, d'informateurs clés et de donateurs accordant un financement à des organisations communautaires dont le travail porte sur la sexualité et les UMEPF, 194 programmes ont été pré-sélectionnés. De plus, dans le cadre d'une enquête menée en 2017 par l'AJWS, FemJust, GreeneWorks, l'ICRW et *Filles, Pas Epouses*, des organisations de la société civile pouvaient indiquer si leur travail abordait les questions de la sexualité et des UMEPF et si elles étaient disposées à partager des informations à cet égard¹⁸.

Le tableau 1 récapitule les paramètres utilisés pour circonscrire l'échantillon (pour de plus amples détails, voir l'annexe 8.1). Ces paramètres ont été sélectionnés en consultation avec le groupe de travail. Parmi ces paramètres, on compte les critères permettant de déterminer si un programme à l'égard de la sexualité est conforme à une APEG (critères décrits en détail dans la section précédente). Ces paramètres ont été utilisés pour évaluer les 194 organisations pré-sélectionnées, plus précisément à partir de ressources en ligne, d'ouvrages publiés ou d'informations provenant directement des organisations. Il était particulièrement essentiel de pouvoir consulter des documents sur le travail effectué, la recherche ayant pour but de sélectionner les meilleurs programmes pouvant être adaptés à d'autres contextes. Aussi, de nombreuses organisations ont été exclues à cette étape en raison d'une absence de réponse ou d'un manque de documents.

Cette première étape a permis de réduire le nombre d'organisations à 49. À partir d'une autre série de paramètres, on a ensuite déterminé quelles organisations œuvraient à l'égard des UMEPF et disposaient d'informations suffisantes pour permettre une analyse plus en profondeur. Au final, 23 organisations répondaient aux critères de sélection.

À partir des ressources disponibles, différents aspects des 23 programmes ont été analysés en détail, notamment : les participants (d'après une caractérisation générale) ; les objectifs du programme et les renseignements sur sa mise en œuvre (le contenu du programme, sa durée, son

Premiers paramètres de sélection

- a. Le programme met de l'avant ou cible les filles (le programme peut aussi avoir d'autres cibles, notamment les enfants et les jeunes transgenres ou de genre non conforme. Cependant, au moins certains aspects du programme s'adressent précisément et uniquement aux filles et aux jeunes femmes)¹⁹.
- b. Le programme met l'accent sur la prise de décision autonome.
- c. Le programme promeut l'égalité des genres²⁰ et privilégie une approche intersectorielle.
- d. Le programme est ancré dans les droits des filles et des jeunes femmes.
- e. Le programme tient compte de la complexité de la vie des filles : il repose sur une compréhension des caractéristiques et des besoins particuliers des filles ciblées et est axé sur ces caractéristiques.
- f. Le programme met en valeur le point de vue des filles. Par exemple, en associant ces dernières (et les autres personnes ciblées par le programme, le cas échéant) à l'évaluation et à l'examen du programme et, idéalement, à son élaboration. Le programme aménage également des espaces où les filles peuvent s'exprimer en toute sécurité.
- g. Le programme est adapté aux réalités locales et appelle la participation des acteurs de la communauté, y compris les hommes et les garçons, qui sont encouragés à devenir des partenaires pour l'égalité des genres et à remettre en question toute forme de masculinité préjudiciable.
- h. Le programme tient compte des interrelations au sein de l'écologie sociale (c.-à-d., les obstacles provenant de la famille, de la communauté et de la société), notamment les entraves structurelles et juridiques ainsi que les normes de genre et les attentes culturelles préjudiciables, que ce soit en établissant des liens avec d'autres programmes ou en aiguillant les participants vers les services appropriés.
- i. Le programme aborde la question de la santé sexuelle et reproductive.

Deuxièmes paramètres de sélection

Le programme est-il axé explicitement sur les UMEPF ? (oui/non)

coût, l'engagement communautaire et la fréquence des séances) ; la place de l'égalité des genres dans les principes du programme ; les processus de mobilisation des filles ; le recours à un modèle écologique ; le travail concernant la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) ; ainsi que les stratégies d'ensemble du programme et le caractère novateur des méthodes d'approche. Pour une description plus détaillée de ces variables, voir l'annexe 8.2.

Les données utilisées pour la présente étude proviennent principalement de la documentation disponible, d'échanges par courriel et de conversations téléphoniques avec les organisations. La documentation examinée comprenait généralement les documents liés au

travail visant directement les adolescents et les jeunes, notamment le cursus des programmes, les rapports destinés aux donateurs, les propositions de financement, les évaluations ou autres documents attestant des résultats. Lorsque des documents sur la mobilisation de la communauté et des parents existaient, ceux-ci ont aussi été étudiés.

Il était important pour le groupe de travail d'évaluer non seulement les travaux de grandes organisations internationales, mais aussi ceux d'organisations œuvrant au niveau local et des travaux pour lesquels la documentation était limitée. Pour cette raison, le rapport met régulièrement en valeur le travail remarquable de petites organisations. Par ailleurs, des 23 organisations à l'étude, trois organisations travaillant au niveau local ont été

¹⁸Cette enquête faisait partie d'un autre projet de recherche mené par l'AJWS sur le financement des organisations de la société civile œuvrant à l'égard des UMEPF (rapport à paraître en 2019).

¹⁹Population Council, *Girl-Centered Program Design: a toolkit to develop, strengthen and expand adolescent girls' programs*, 2010. Dans cette boîte à outils, on remarque que bon nombre de communautés n'ont aucun programme destiné aux filles. On s'attend plutôt à ce que les filles participent à des programmes destinés aux jeunes en général. Cependant, bien souvent, de tels programmes ne répondent pas aux besoins des filles ou ne ciblent pas les expériences propres à leur genre.

Toujours selon cette boîte à outils, « les filles tendent à tirer le meilleur parti de programmes réservés aux filles : elles n'ont pas peur de parler, de s'exprimer, de poser des questions et d'assumer des rôles de leadership qu'elles n'auraient pas pu tenir autrement ».

²⁰Selon la définition d'« approches promouvant l'égalité des genres » employée par *Filles, Pas Epouses*.



Photo: Russell Watkins / Department for International Development

choisies pour faire l'objet d'études de cas : la **Fondation YP** (Inde), **TICAH** (Kenya) et **INCRESE** (Nigeria) (voir les études de cas, p. 24–31). Ces organisations disposaient de programmes bien structurés respectant les critères d'une APEG et ont aussi été choisies pour leur diversité géographique.

194 programmes ont été examiné. 23 organisations ont été trouvés pour avoir programmes qui traitent sexualité et CEFMU. Ces programmes ont été analyses pour ce rapport.

Compte tenu des problèmes de sûreté et de sécurité auxquels font face de nombreuses organisations à l'étude, le projet s'est déroulé dans la plus grande confidentialité. Les organisations ont consenti par écrit à être mentionnées dans le rapport et les études de cas, qu'ils ont aussi eu la chance de lire avant la publication.

4.2. Limites de la recherche

Un certain nombre de problèmes méthodologiques et procéduraux ont compliqué la collecte d'informations auprès de nombreuses organisations. Certaines organisations ont fourni très peu de documents ; quelques organisations n'ont pas donné suite à nos demandes ; certains documents étaient uniquement disponibles dans la langue locale ; il était plus difficile pour les petites organisations moins connues de répondre aux demandes de renseignements ; ou il s'avérait impossible d'obtenir une documentation complète ou des données collectées de manière systématique, en particulier dans les cas de programmes plus anciens.

Il convient de noter que, bien que l'équipe de recherche ait investi des efforts considérables pour

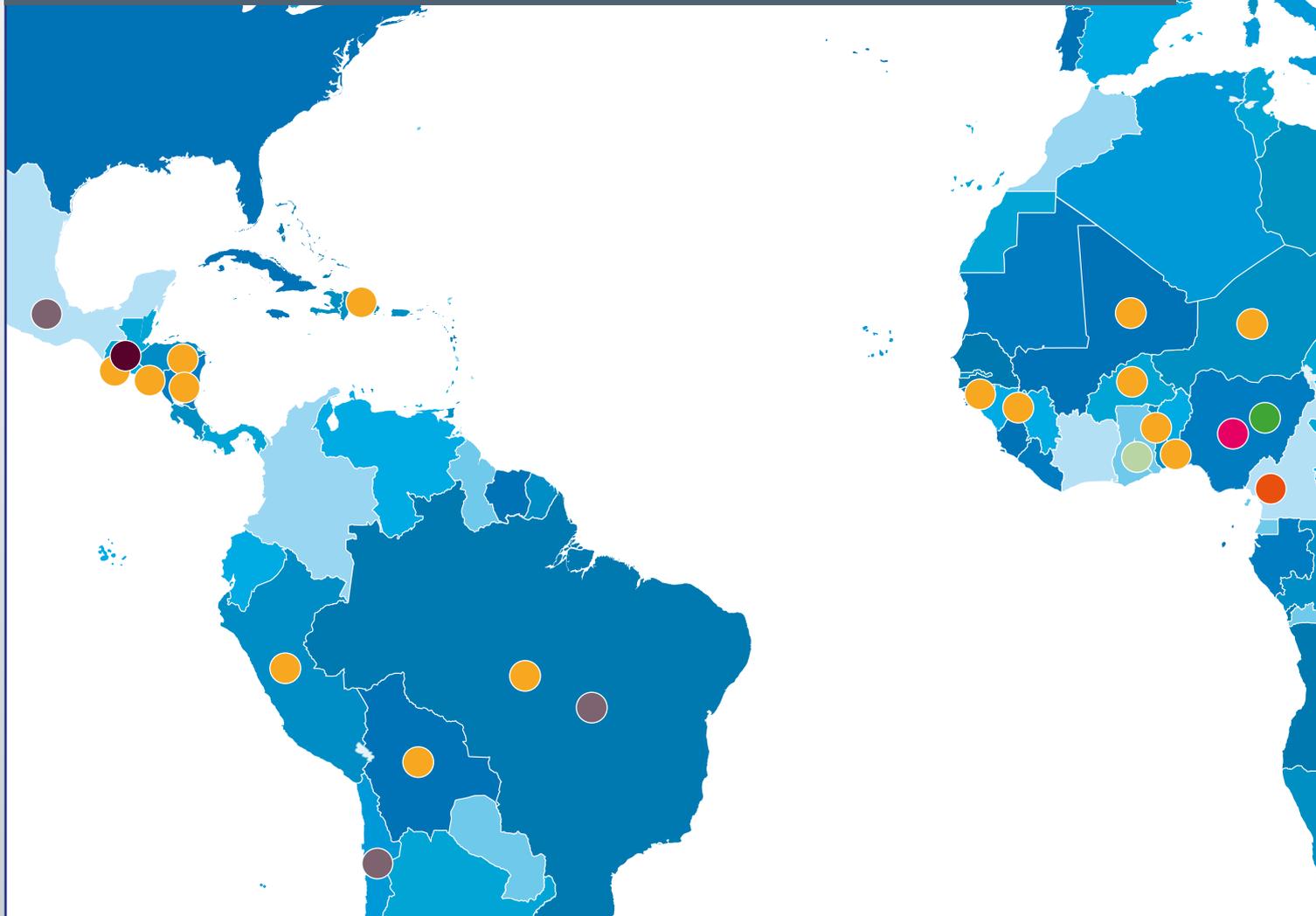
trouver des programmes de l'Amérique latine et des Antilles, seules quelques organisations de la liste préliminaire ont répondu à nos requêtes. Ce constat est regrettable, étant donné que les taux de mariages précoces, et en particulier d'unions informelles précoces, sont élevés dans la région. Par ailleurs, le rapport n'est pas expressément axé sur les contextes humanitaires. Il conviendrait d'approfondir les recherches sur ces deux aspects.

La présente recherche n'est pas exhaustive et ne prétend pas témoigner de la totalité des programmes et des organisations œuvrant dans le monde à l'égard de la sexualité et des UMEPF. Néanmoins, ses constatations sont importantes et pourront servir à appuyer et à renforcer les travaux à venir dans ce domaine. Certains des obstacles rencontrés ont aidé à façonner la section sur les recommandations et peuvent mettre en lumière les lacunes que doivent combler les donateurs, les responsables de programme et les chercheurs, entre autres.

LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

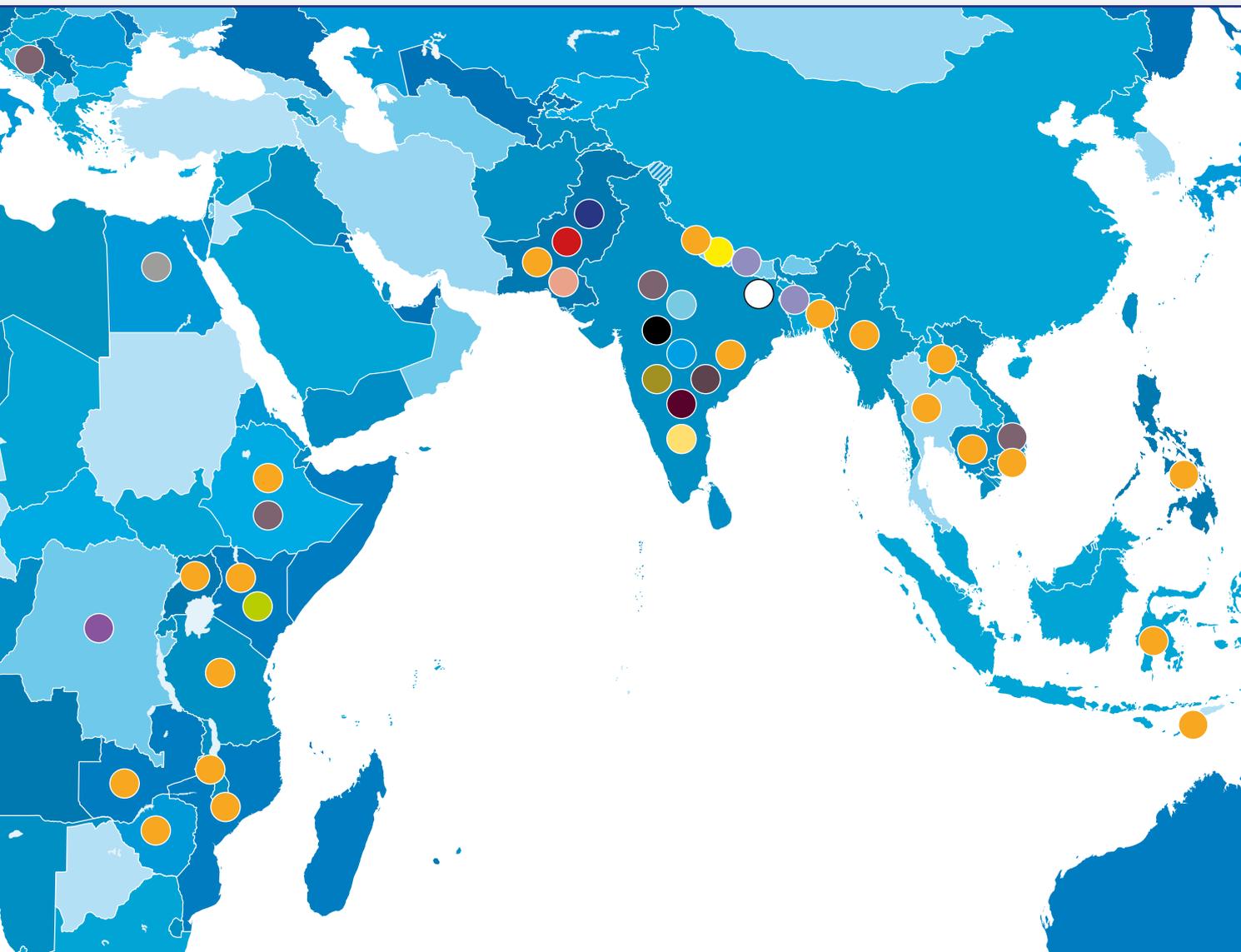
ORGANISATIONS ET PROGRAMMES ÉTUDIÉS POUR CE RAPPORT PAR PAYS



Liste des organisations et des programmes	Pays
● Aahung	Pakistan
● Association pour la Promotion de l'Autonomie et des Droits de la Jeune Fille/Femme (APAD)	Cameroun
● Aura Freedom International	Népal
● Aawaaz-e-Niswaan	Inde
● CARE — programmes Tipping Point et TESFA	Népal, Bangladesh et Éthiopie
● Caritas, CEDPA et Population Council — programme Ishraq	Égypte
● ICRW, CORO et TISS — programme GEMS	Inde
○ CREA — programme It's My Body	Inde
● ICRW — Development Initiative on Supporting Healthy Adolescence (DISHA)	Inde
● Girls' Power Initiative (GPI)	Nigeria
● Institute for Health Management, Pachod (IHMP) — programme Maharashtra Life Skills	Inde
● International Centre for Reproductive Health and Sexual Rights (INCREASE)	Nigeria

LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés



Liste des organisations et des programmes	Pays
● Peace Foundation	Pakistan
● Plan International — programmes 18+ (mettre fin aux mariages d'enfants, précoces et forcés) et Yes, I do	International
● Population Council — programme Abriendo Oportunidades	Guatemala
● Promundo — programmes H, I, M et D	International
● Rutgers World Population Foundation (WPF) — programme Awareness to Action	Pakistan
● Sarathi Development Foundation — projet Saloni	Inde
● Solidarité des Jeunes Filles Pour l'Éducation et l'Intégration Socioprofessionnelle (SOJFEP)	République démocratique du Congo
● Trust for Indigenous Culture and Health (TICAH) — programme Our Bodies, Our Choices	Kenya
● VACHA Trust	Inde
● Youth Harvest Foundation Ghana	Ghana
● Fondation YP	Inde

LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

5. Principales constatations : lever les tabous à l'aide d'approches promouvant l'égalité des genres

L'étude a mis en lumière des APEG prometteuses employées par des organisations dans le contexte des UMEPF pour redonner aux filles le contrôle sur leur sexualité.

Les constatations et les exemples ont été divisés selon différents thèmes :

- Le contenu sur la sexualité est sensible à la dimension de genre, contextuel, souple et pertinent.
- Le programme est axé sur les filles en tant qu'agents de changement.
- Les hommes et les garçons sont mobilisés pour faire progresser l'égalité des genres.
- Les animateurs sont rigoureusement choisis et formés et bénéficient d'un soutien continu.
- Le programme tient compte de l'intersectionnalité : comprendre les complexités et atteindre les plus vulnérables.
- Le programme est ancré dans le contexte local.
- Le programme met à contribution les familles, les communautés et les acteurs locaux.
- Des stratégies novatrices sont adoptées pour la mobilisation et la rétention des participants.
- Des méthodes mixtes sont adoptées pour le suivi, l'évaluation et les apprentissages.
- Le programme veille à la pérennité des changements sociaux.

Surmonter les réactions négatives : un thème récurrent

Dans de nombreuses parties du monde, la sexualité

Tous les programmes ont abordé les questions de maturité, de responsabilité, de consentement et de respect mutuel, à différents degrés et à l'aide d'un large éventail de méthodes et de stratégies.

est un sujet tabou. Aborder la question du contrôle de la sexualité des adolescents dans une perspective fondée sur les droits, notamment les notions de consentement sexuel, de choix et de plaisir, peut s'avérer un défi de taille et provoque régulièrement des réactions négatives à tous les niveaux (famille, communauté, école, prestataires de soins de santé, organisations communautaires, représentants du gouvernement et responsables politiques).

Les **réactions négatives** constituent un problème récurrent pour les organisations ayant recours à des APEG pour mettre en œuvre des programmes portant sur la sexualité des adolescentes et sur les UMEPF. Le rapport explore ces réactions négatives et la manière dont les organisations y sont confrontées, les moyens qu'elles emploient pour y faire face, et les leçons qu'elles en tirent. Parmi ces leçons, on compte l'importance de recourir à des méthodes d'approche stratégiques, de dialoguer avec les parents et les leaders communautaires, ainsi que de mobiliser les hommes et les garçons en tant qu'alliés de cette marche vers l'égalité des genres. Les constatations de ce rapport contiennent de nombreux exemples à cet égard.

5.1. Approches prometteuses : éléments de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes

5.1.1. Le contenu sur la sexualité est sensible à la dimension de genre, contextuel, souple et pertinent

L'un des buts fondamentaux des APEG est de remettre en question les normes sociales liées au genre et à la sexualité. Aussi, un programme promouvant l'égalité des genres doit avoir pour principal objectif de développer au maximum le libre choix et la liberté des participants, surtout en ce qui concerne leur autonomie corporelle, leurs droits sexuels et reproductifs et leurs projets de vie en général²¹. Les programmes axés sur la transformation sociale mettent l'accent sur les changements politiques et sociaux et ont recours à la sensibilisation et à l'enseignement pour véhiculer leurs messages. Cette communication d'informations constitue une composante essentielle de tous les programmes examinés dans la présente étude. La plupart du temps, la sexualité est abordée en tant que volet d'un programme plus vaste, par exemple sur les notions de vie pratique, et non en tant que sujet principal. On cherche parfois ainsi à « dissimuler » le sujet pour éviter les réactions négatives et les levées de boucliers.

De nombreux programmes et organisations,

notamment la **Fondation YP** (voir les études de cas, p. 31–33), le programme **18+ de Plan International** et l'initiative **Girls' Power**, aident les participants à se sentir plus à l'aise pour parler de sexualité, transmettre des messages positifs sur la sexualité, déconstruire les notions de « normal » et d'« anormal » et à ne pas juger ni se sentir coupables. Plusieurs organisations abordent les questions de la santé et de l'hygiène menstruelle, des rapports sexuels sans danger, de la prévention des infections transmises sexuellement et de la prévention des grossesses, ainsi que de la violence et du harcèlement. Différentes méthodologies ont été utilisées, notamment des discussions sur « les contacts physiques appropriés et inappropriés », ainsi que des jeux et des histoires présentant des informations de manière compréhensible et pertinente pour les participants.

Une approche fondée sur les droits

Les programmes qui promeuvent l'égalité des genres et affirment l'existence de droits mettent l'accent sur les droits que possèdent les filles et les adolescentes et qui en font les maîtresses de leur vie sexuelle, reproductive et personnelle. La plupart des programmes à l'étude ont adopté une perspective fondée sur les droits.

Par exemple, **INCREASE** a fait appel à une approche fondée sur les droits pour sa formation offerte aux filles sur des thèmes centraux comme les droits humains, la santé sexuelle et reproductive, le genre, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, les compétences de leadership, les notions de vie pratique et les compétences de plaidoyer (voir les études de cas, p. 28–30). L'organisation a aussi fait la promotion du principe féministe des droits égaux et inaliénables des filles et expliqué en détail les notions de plaisir et de désir.

Tous les programmes ont abordé les questions de maturité, de responsabilité, de consentement et de respect mutuel, à différents degrés et à l'aide d'un large éventail de méthodes et de stratégies. **INCREASE** et la **Fondation YP** comptent parmi les quelques organisations à l'étude ayant abordé les notions de plaisir et de désir, des dimensions de la sexualité considérées particulièrement taboues dans la plupart des contextes (voir les études de cas, p. 26–33). Les programmes futurs gagneraient certainement à corriger cette lacune importante.

Le sexe et le genre en tant qu'axes de pouvoir

Les programmes de la plupart des organisations à l'étude explorent les différences entre le sexe et le genre et visent à changer les normes de

²¹J.M. Mutegi, « The Inadequacies of "Science for All" and the Necessity and Nature of a Socially Transformative Curriculum Approach for African American Science Education », *J Res Sci Teach*, 2011, vol. 248, n° 3 (2011), p. 301-316. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1002/tea.20410>.

genre. Leurs contenus soulignent les fondements sociaux de la sexualité dans la vie des gens et des communautés et l'effet des normes de genre sur les pratiques, les expériences et les comportements sexuels. En général, les séances véhiculaient des messages positifs sur le sexe et la sexualité et aidaient les participants à ne pas juger ni se sentir coupables et à éviter les dichotomies de type « normal-anormal » ou « naturel-contraire à la nature ».

Cependant, seulement quelques organisations ont pu démontrer des résultats liés à la différence entre les notions de sexe et de genre (une lacune notable des stratégies de programme). L'**initiative Girls' Power** du Nigeria est l'une d'entre elles. Selon son évaluation, les élèves fréquentant les écoles ciblées par l'initiative comprenaient que la sexualité englobe les notions de sexe, de genre, d'identités et de rôles, ainsi que d'orientation sexuelle, tandis que les élèves d'autres écoles décrivaient la sexualité comme étant des « relations sexuelles ». L'organisation invite les participants à partager des témoignages et à s'exprimer sur la sexualité, le genre et le plaisir. Les séances encouragent les discussions et les échanges au sujet d'expériences, ce qui permet aux participants d'obtenir des informations d'ordre techniques supplémentaires et de bonifier les enseignements tirés.

Le cursus de certains programmes et organisations comprenait des analyses approfondies du pouvoir et du patriarcat, notamment : le **programme 18+ de Plan International** ; le **programme It's My Body de CREA** ; et le **programme Gender Equity Movement in Schools (GEMS) de l'ICRW, du Committee of Resource Organizations for Literacy (CORO) et du Tata Institute for Social Sciences (TISS)** ; ainsi que le **Fondation YP** (voir les études de cas, p. 31–33). Enfin, bien que les organisations aient toutes abordé la question de la sexualité d'une manière ou d'une autre, le sujet n'a pas toujours été lié explicitement aux UMEPF.

Outre l'**initiative Girls' Power**, quelques organisations et programmes sont allés au-delà d'une approche binaire pour aborder les questions de genre et se sont penchés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, en particulier : le **programme It's My Body de CREA** ; les **programmes H, I, M et D de Promundo** ; le **programme Our Bodies, Our Choices de TICAH** (voir les études de cas, p. 26–27) ; le **Fondation YP** (voir les études de cas, p. 31–33) ; **INCREASE** (voir les études de cas, p. 28–30), et le **programme 18+ de Plan International**. Cela dit, la plupart du temps, cette dimension de la sexualité était absente des approches, une lacune notable.

Des programmes adaptés à la population cible

Pour être pertinents, les programmes sur la sexualité doivent être adaptés au public visé et tenir compte de différents aspects, dont l'âge. Avant de lancer un programme, de nombreuses organisations le mettent à l'essai puis l'évaluent avec l'aide de plusieurs collaborateurs, notamment les filles elles-mêmes, des représentants de la société civile, des théologiens, des pédagogues, des experts, des enseignants et des parents.

Le **programme Mon corps, mon choix de TICAH** est un programme de SDRS qui utilise différents cursus pour différents groupes de participants au Keyna, notamment les hommes, les femmes, les transgenres et les personnes de genre non conforme, les femmes séropositives, les membres de la communauté LGBTI (lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres et intersexués), les jeunes, les femmes handicapées et les jeunes mères (voir les études de cas, p. 26–27). Aux jeunes, le programme offre une éducation à la sexualité de base, notamment à l'aide de cartes de scénarios et d'affiches éducatives qui enseignent la responsabilité et les choix éclairés. Le contenu sur la sexualité destiné aux plus vieux est plus complexe. Les informations sont plus approfondies, par exemple le volet « demandez au médecin » qui donne la chance aux participants de poser des questions sur la sexualité et le genre à un panel d'experts.

Le **cursus Champions of Change for Gender Equality and Girls' Rights, de Plan International**²², est utilisé dans deux programmes de l'organisation. Les modules qui le composent ont été conçus pour deux groupes : les jeunes adolescentes (10 à 14 ans) et les adolescentes plus âgées (14 à 18 ans). Cependant, l'organisation reconnaît que l'établissement de groupes d'âge stricts pourrait ne pas correspondre exactement à la réalité des communautés où la méthodologie Champions of change est mise en œuvre. Pour cette raison, tout au long du module, le vocabulaire fait référence aux « filles plus jeunes » et aux « filles plus âgées ». Certaines activités ont été adaptées aux besoins de différents groupes d'âge, tandis que d'autres ne s'adressent qu'à un seul groupe.

Liens et aiguillages vers des informations et des services

Bien souvent, les adolescents sont marginalisés et n'ont ni le pouvoir décisionnel ni l'autonomie nécessaires pour solliciter des services essentiels. La plupart des programmes examinés comportent des mécanismes pour fournir ces services aux

participants ou pour aiguiller ces derniers vers ces services. Dans la plupart des cas, il s'agissait de services de SDRS et les participants étaient aiguillés vers des prestataires de soins de santé sensibles aux besoins des jeunes. Le **programme Mon corps, mon choix de TICAH** (voir les études de cas, p. 31–33) exploite son propre service d'assistance téléphonique sur la santé sexuelle et reproductive, mène des efforts de plaidoyer en faveur de l'accès aux services de santé des adolescents et distribue des préservatifs.

5.1.2. Le programme est axé sur les filles en tant qu'agents de changement

Les jeunes sont les partenaires cruciaux de toute APEG réussie. Les programmes sont plus efficaces lorsqu'ils s'abstiennent de traiter les jeunes comme de simples bénéficiaires. En effet, la capacité des filles à revendiquer leurs propres droits a joué un rôle critique dans l'atteinte de résultats positifs. En général, l'entourage, notamment les parents, appuyait plus facilement les décisions des filles lorsque celles-ci faisaient valoir leurs droits. Cependant, comme le souligne la **Fondation YP** : « Les jeunes ne carburent pas uniquement à la motivation et à l'air frais ». Ils ont besoin de réseaux d'appui solides et les programmes doivent entre autres fournir aux participants actuels et anciens des occasions d'approfondir leurs apprentissages et leur développement.

Des club aux collectifs

De nombreuses organisations à l'étude aménagent des espaces sûrs pour les filles, pour les activités d'enseignement ou à d'autres fins. La nature de ces espaces varie : il peut s'agir d'endroits où on se rassemble pour apprendre, jouer ou socialiser, mais aussi d'abris temporaires ou à long terme dans des contextes de taux de violence très élevés envers les femmes, notamment des situations de



Photo: Parav / Plan International

²²Pour le cursus Champions of Change for Girls' Rights and Gender Equality, voir <https://www.alignplatform.org/resources/2019/02/champions-change-girls-rights-and-gender-equality>

LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

crise humanitaire. La sûreté des espaces de mise en œuvre d'un programme est primordiale et sert de fondement à la confidentialité et au respect mutuel. La sûreté est aussi très importante pour les parents, qui s'attendent à ce que les programmes veillent à la sécurité physique de leurs filles.

Par exemple, les responsables du **programme Abriendo Oportunidades (Ouvrir des perspectives), de Population Council**, collaborent avec des leaders communautaires pour trouver des endroits où les filles et les adolescents peuvent tenir leurs réunions hebdomadaires. Ces endroits sont sans danger non seulement en raison de leur aménagement physique, de leurs environs et de leur accessibilité, mais aussi de par l'esprit d'entraide et le respect mutuel des participants qui s'y rencontrent. Ces espaces donnent l'occasion aux filles de fraterniser et de se sentir comprises par des camarades aux expériences semblables, en plus de favoriser la solidarité.

Les espaces sûrs peuvent aussi être utilisés pour appuyer le renforcement des compétences des filles, un aspect important qui aide ces dernières à envisager un avenir autre que les UMEPF. Par exemple, **Aawaaz-e-Niswaan** (Voix des femmes) propose des activités qui renforcent les connaissances des filles et des adolescentes sur divers sujets, enseigne des notions de vie pratique et des compétences de leadership et fournit des informations sur la SDSR dans un espace sûr. **Dans le cadre de son programme Maharashtra Life Skills, l'Institute for Health Management, Pachod (IHMP)** a permis à des filles de zones urbaines de l'Inde souffrant d'une faible estime de soi de participer à des clubs de filles, où elles ont appris des compétences de vie courante et suivi des formations en leadership. Dans la foulée du séisme au Népal, **Aura Freedom International** a organisé des activités de renforcement des compétences (alphabétisation et éducation aux droits, entre autres) dans des espaces sûrs destinés aux filles risquant de subir des violences basées sur le genre ou d'être victimes d'UMEPF. Grâce à la complémentarité de ces composantes, le programme offre aux adolescentes une structure de soutien complète.

Au-delà des espaces sûrs, des formations et du renforcement des compétences en leadership, beaucoup d'organisations signalent que la mobilisation des filles autour d'actions communes a permis à ces dernières d'exprimer leurs opinions et de trouver conjointement des solutions à leurs problèmes. À l'échelle individuelle, il peut être difficile pour les jeunes de remettre en cause les normes

imposées par la société, la communauté ou leur famille. La « collectivisation²³ » permet aux membres de groupes marginalisés de se réunir, d'exposer l'oppression dont ils sont victimes et d'envisager des changements à l'échelle individuelle et sociale. Ces regroupements permettent aux filles de renforcer leur estime de soi et d'associer leur situation à des enjeux plus globaux, tout ça dans un espace sûr.

La collectivisation des filles constitue un objectif de nombreuses organisations à l'étude. Généralement, pour faire de l'action collective une expérience enrichissante, les organisations veillent à ce que les filles aient l'occasion de développer des compétences, d'acquérir des connaissances et d'élargir leurs perspectives. Lorsqu'une masse critique de filles adoptent de nouvelles normes sociales en public, cette nouvelle réalité peut servir de tremplin à d'autres activités et efforts qui profiteront à d'autres femmes et filles de la communauté. Le développement d'une autonomie réelle repose avant tout sur une pleine participation, en particulier lorsqu'il est question des droits sexuels des filles. Sur cette question, les filles doivent absolument être les protagonistes de leurs propres efforts de plaidoyer.

Voici un exemple de stratégie : dans le cadre du **programme Tipping Point de CARE**, on organise des séances amusantes visant à faire comprendre le contexte et les normes sociales où vivent les participantes dans le but d'encourager ces dernières à mener des actions collectives et à lancer des mouvements. Les filles, accompagnées du personnel de programmes, échangent et lancent des idées dans le but de créer des activités simples auxquelles elles participent ensemble, ce qui forme et renforce les liens qui les unissent.

Il convient de souligner qu'il est difficile de susciter l'action collective de celles les plus touchées par les UMEPF. Habituellement, les filles déjà mariées ne participent pas à des efforts de plaidoyer collectifs en raison des entraves à leur mobilité et à leur capacité d'agir. Ainsi, des mouvements devraient non seulement être créés pour les personnes à risque, mais aussi pour celles dont les droits ont déjà été bafoués.

Plaidoyer politique

Les APEG tiennent compte du fait que les normes de genre qui limitent l'autonomie corporelle, contrôlent la sexualité et contraignent au mariage sont aussi présentes dans la sphère politique. Cette sphère est généralement dominée par des adultes dont le programme politique contribue rarement à résoudre les problèmes qui affligent les jeunes. Le plaidoyer

politique est un processus par lequel une personne ou un groupe de personnes cherchent à influencer les politiques publiques qui les concernent, notamment les lois, le fonctionnement des institutions, l'affectation des ressources publiques et la représentation. Certaines des organisations à l'étude insistent sur l'implication des jeunes, dont les adolescentes, dans leurs efforts de plaidoyer et de sensibilisation. À cette fin, elles utilisent différentes stratégies, qui vont de la simple formation au soutien d'efforts de plaidoyer clairement énoncés et entièrement élaborés et dirigés par des jeunes.

Beaucoup d'organisations signalent que la mobilisation des filles autour d'actions communes a permis à ces dernières d'exprimer leurs opinions.

Par exemple, l'organisation **Solidarité des Jeunes Filles Pour l'Éducation et l'Intégration Socioprofessionnelle (SOJFEP)** a recours à l'éducation par les pairs pour sensibiliser, mobiliser, faire participer et appuyer les filles et les jeunes femmes autochtones²⁴. Les séances d'apprentissage sont menées dans des espaces sûrs et dirigées par les filles elles-mêmes et des pairs. La campagne « Stop violence et abus à l'égard des filles en milieu scolaire et familial, protégeons l'éducation et les droits de la fille dans les règlements scolaires » de SOJFEP, en République démocratique du Congo, a permis d'accroître l'activisme des filles contre la violence à l'école et à la maison et leur participation aux processus décisionnels. Cette mobilisation s'est faite par l'entremise de comités d'élèves et de parlements d'enfants, qui ont adopté le principe de parité de genre et contribué au renforcement du leadership chez les jeunes filles dans les écoles. Dans le cadre de son **programme Yes I Do, Plan International** a mené des études préliminaires nationales dans le but de développer des stratégies pour associer les jeunes aux activités politiques. De plus, une aide technique sur le plaidoyer a été offerte sur demande aux jeunes participants du programme.

Organisations de jeunes

Seulement deux des 23 organisations à l'examen sont dirigées par des jeunes : **la Fondation YP et Youth Harvest Foundation Ghana**. Le pouvoir du leadership des jeunes est au cœur de la mission

²³ D. Bhog et D. Mullick, *Collectivizing girls for social change: Strategies from India*, AJWS, 2015. https://ajws.org/wp-content/uploads/2017/02/Collectivizing-Girls_FINAL-EDIT-17Feb2017.pdf

²⁴ Pour en savoir plus, voir : SOJFEP, <https://youngfeministfund.org/grantees/solidarite-des-jeunes-filles-pour-leducation-et-lintegration-socioprofessionnelle-sojfepl/>.

de la **Fondation YP**. Les jeunes ne sont pas les leaders de demain, mais les leaders d'aujourd'hui, insiste la fondation, qui œuvre à porter ce message au-delà des espaces destinés aux jeunes. Grâce à un modèle dirigé par les jeunes, on s'assure de la réelle participation de ces derniers. De plus, tous les programmes de l'organisation se concentrent sur le pouvoir des jeunes leaders. Les « pairs éducateurs » créent et mettent en œuvre des programmes et influent sur les politiques en matière de genre, de sexualité, de santé, d'éducation et de gouvernance, en plus de participer au processus de suivi et d'évaluation. La **Fondation YP** forme de jeunes leaders qui animeront des séances d'éducation à la sexualité féministes et fondées sur les droits, participeront à des campagnes de plaidoyer à différents niveaux et lanceront des projets de plus grande envergure ou leur propre campagne de plaidoyer.

5.1.3. Les hommes et les garçons sont mobilisés pour faire progresser l'égalité des genres

Les jeunes qui développent leur sens critique seront amenés à remettre en question les normes et les attentes imposées par la tradition, la culture ou la religion qui perpétuent les relations de pouvoir inégales. Il est primordial de considérer non seulement le rôle des garçons et des hommes dans ces relations inéquitables, mais aussi les avantages dont ils peuvent tirer de l'égalité des genres.

Avant d'entamer une action à l'égard de la masculinité, il est important de reconnaître que le système social tend à favoriser certaines personnes au détriment d'autres et que les normes sociales et de genre tendent à reproduire ces privilèges. Les garçons et les hommes qui suivent les règles de ce système de domination et de privilèges contribuent à le perpétuer, qu'ils en soient conscients ou non.

Aussi, lors d'interventions auprès d'hommes et de garçons, il est important de les éduquer, de leur donner les moyens de vivre des relations plus équitables de manière plus affirmée et de les amener à comprendre et à rejeter leurs propres privilèges et à exiger des autres hommes et garçons qu'ils répondent de leurs actions envers les filles et les femmes.

La plupart des programmes à l'examen comprenaient des modules ou des activités consacrés spécifiquement aux hommes et aux garçons pour aider ces derniers à se considérer comme un aspect essentiel des efforts pour l'égalité des genres et à reconnaître leurs propres privilèges et le fardeau des inégalités de genre. Prenons pour exemple le

programme Champions for Change, mis en œuvre dans le cadre du programme mondial **18+ de Plan International**. Le programme comprend un volet qui encourage les garçons de 14 à 18 ans à examiner de manière plus critique et délibérée leur identité et leur sexualité, ainsi qu'à remettre en question et à transformer les pratiques et les comportements genrés.

Afin de mobiliser les garçons et les hommes, des programmes puisent dans leurs intérêts, que ce soit par la nature des interventions (p. ex., les sports) ou par l'entremise de contenus et de messages sur les principaux problèmes auxquels ils sont confrontés. Par exemple, en vue de jeter les bases d'une réflexion approfondie sur le fardeau des UMEPF pour les filles et leur famille, certaines versions du **programme H de Promundo** commencent par sensibiliser les jeunes hommes à l'inégalité des dynamiques de pouvoir, non seulement eu égard à leurs interactions avec les femmes et les filles, mais aussi avec les autres hommes et garçons, par exemple en raison de leur âge, de leur classe sociale, de leur situation professionnelle, de leur ethnie ou de leur orientation sexuelle. Le programme propose de réfléchir aux nombreuses façons dont une personne peut exercer un pouvoir sur une autre et aux conséquences sérieuses de l'inégalité des pouvoirs — non seulement sur la vie des femmes et des enfants, mais aussi sur celle des hommes. Cette démarche représente un premier pas important pour amener les jeunes hommes à construire des relations plus équitables avec les hommes et les femmes de leur communauté. Elle peut aussi accroître l'empathie et la volonté de remettre en question des croyances et des normes de genre profondément enracinées.

5.1.4. Les animateurs sont rigoureusement choisis et formés et bénéficient d'un soutien continu

Les opinions et les aptitudes des enseignants, des mentors et des animateurs en matière de sexualité et de genre sont essentielles à la réussite de la mise en œuvre des APEG. D'après les programmes à l'étude, lors du processus d'embauche, il convient d'évaluer la capacité et la volonté des candidats à enseigner le programme et à animer les activités. La plupart des organisations à l'étude exigent également que les animateurs et autres responsables de la mise en œuvre des programmes soient de jeunes femmes et hommes de la communauté visée parce qu'ils en connaissent les valeurs et les traditions.

Appuyer la perspective féministe des animateurs

Il est essentiel de donner aux membres du

personnel l'occasion de poser un regard critique sur les questions de genre et de sexualité, et en particulier sur l'impact de ces questions sur leur propre vie, pour connaître leur volonté et leur capacité réelles de mettre en œuvre un programme sur les UMEPF. Avant le lancement d'un programme, certaines organisations effectuent des exercices de « clarification des valeurs » pour s'assurer que toute personne chargée d'enseigner le programme souscrit entièrement aux principes féministes des droits égaux et inaliénables. Le programme **Tippling Point de CARE** s'articule autour d'un dialogue critique avec le personnel du début à la fin : une fois embauché, le personnel reçoit une formation sur le genre, l'équité et la diversité ; il mène ensuite une réflexion critique tout au long de la mise en œuvre ; et l'organisation suit et évalue la transformation du personnel.

Les théories du changement de quelques organisations et programmes à l'étude mentionnent l'importance de « transformer » le personnel et de le former en adoptant une APEG. Cela dit, la formation et le suivi continus des enseignants, des mentors et des animateurs sous cet angle précis demeurent rares. Il s'agit d'une lacune importante à laquelle les futurs programmes promouvant l'égalité des genres devraient remédier.

Éducation par les pairs

Les animateurs participent à une grande variété d'activités, qu'il soit question d'offrir des services adaptés aux jeunes ou de mener des actions communautaires. Le programme **Awareness to Action de la Rutgers World Population Foundation (WPF)**, au Pakistan, constitue un bon



Photo: Josh Estey / CARE

LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

exemple des nombreuses fonctions d'un animateur-mentor. Dans ce cas-ci, les animateurs-mentors formaient des filles-leaders en matière de santé (des *kirans*) à l'école. Le but était de promouvoir l'accès aux services de santé et de communiquer des messages clés sur le report des UMEPF et sur les effets néfastes des grossesses adolescentes, d'encourager l'éducation des filles et de faire connaître la santé génésique et la maternité sans risques. L'organisation a aussi enseigné aux *kirans* comment bien interagir avec les médias et a aidé ces dernières à écrire des lettres et des articles sur des enjeux sociaux.

De son côté, la **Youth Harvest Foundation Ghana** sélectionne des ambassadeurs adolescents qui deviendront des pairs éducateurs responsables d'activités de sensibilisation dans les communautés, par exemple des visites de porte à porte.

Les UMEPF sont plus répandues chez les filles exposées à des privations multiples, notamment les plus pauvres, celles qui ne vont pas à l'école et qui vivent en contextes de déplacement forcé.

Formation et renforcement des capacités

La plupart des organisations à l'étude mènent des séances de formation régulières pour accompagner et soutenir les pairs éducateurs. Le temps et les ressources consacrés à ces efforts varient considérablement d'une organisation à l'autre, mais tous les programmes offrent un appui continu et de la documentation aux mentors après leur formation initiale. Cet appui peut prendre la forme de séances de groupe avec d'autres animateurs ou de séances d'autoformation à distance. **Le programme M et le programme H de Promundo** comprennent un portail pour l'égalité des genres dans les écoles (PEGE), à savoir un outil de formation des enseignants en ligne qui jumelle des animateurs expérimentés et des animateurs novices. Ce système est le fruit de dix

ans d'expérience de mise en œuvre et d'évaluation de programmes dans les écoles et a été conçu en collaboration avec des spécialistes de la pédagogie et des animateurs d'expérience. Des mesures incitatives sont employées pour encourager les enseignants à suivre le cours, notamment une certification contribuant à leur développement professionnel et une augmentation de salaire. Outre le processus de formation principal, le **programme M** et le **programme H** comprennent aussi des cours de remise à niveau et du mentorat.

Bon nombre des programmes à l'étude ont eu recours à une méthodologie « en cascade » pour préparer leurs animateurs. Dans un modèle en cascade, la formation est divisée en différents paliers et les formateurs proviennent du palier supérieur²⁵. De nombreuses organisations travaillant au niveau local privilégient cette approche : elle permet d'atteindre beaucoup de participants en peu de temps et, comme la formation est dispensée par étapes, il est possible d'effectuer un suivi des progrès. En théorie, la formation en cascade offre un bon rapport coût-efficacité puisque les personnes formées peuvent devenir des formateurs²⁶. Par exemple, on utilise ce modèle dans le **programme TESFA de CARE** pour les interventions en SDSR de partenaires des pouvoirs publics²⁷ : ce sont des groupes de filles-mentors formés à cet effet qui communiquent les informations à la collectivité.

5.1.5. Le programme tient compte de l'intersectionnalité : comprendre les complexités et atteindre les plus vulnérables

L'intersectionnalité peut être définie comme « la façon complexe et cumulative dont les effets de différentes formes de discrimination (p. ex., le racisme, le sexisme ou les préjugés de classe) se combinent, se chevauchent ou se recoupent, en particulier chez les personnes ou les groupes marginalisés²⁸ ». Les UMEPF, si elles touchent des filles de différentes couches socioéconomiques, sont plus répandues chez les filles exposées à des privations multiples, notamment les plus pauvres, celles qui ne vont pas à l'école et qui vivent en contextes de déplacement forcé^{29,30,31}. Les programmes adoptant une APEG traitent de ces intersectionnalités dans leur travail à l'égard des UMEPF de manière à aborder les racines du problème, à transformer les normes sociales et de genre et à promouvoir des changements durables.

Le programme de la **Fondation YP** représente

un bon exemple d'approche explicitement intersectionnelle (voir les études de cas, p. 31–33). L'organisation utilise une méthodologie féministe adaptée aux castes et aux communautés religieuses minoritaires, en plus de tenir compte des classes, de la migration, de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre et d'autres identités marginalisées pour élargir le débat. La Fondation YP enseigne à de jeunes leaders comment analyser les façons dont les castes, les classes, la religion, le pouvoir, le patriarcat, la mobilité et la violence influent sur la vie des jeunes victimes de différentes formes de marginalisation.

La plupart des 23 organisations n'ont pas explicitement déclaré adopter des approches intersectionnelles. Cependant, elles ont mentionné une prise en compte de thèmes transversaux et le recours à des méthodologies et à des processus de mobilisation des participants en vue d'atteindre les communautés les plus marginalisées. Par exemple, **VACHA Trust** cible les filles pauvres vivant dans les bidonvilles (*bastis*) et appartenant à l'un des groupes les plus marginalisés de la société. Elles sont désavantagées en raison de la pauvreté, de leur caste, de leur statut de migrantes et du manque d'accès à des services publics de base. Le projet vise à élargir les connaissances des filles sur leur propre santé, à encourager ces dernières à adopter des attitudes positives relativement à leur corps et à leur présenter les moyens et les systèmes auxquels elles ont accès pour résoudre leurs problèmes de santé.

La plupart des approches intersectionnelles accordent une grande importance à la sélection des participants. Par exemple, de nombreux programmes tiennent compte de différents aspects démographiques lors de la sélection des participants, notamment la scolarisation, la pauvreté, le statut de déplacé et les handicaps. Autre exemple : selon



Photo: Hossam M Omar / Unsplash

²⁵D. Hayes, « Cascade training and teachers' professional development », *ELT Journal*, vol. 54, n° 2 (2000). https://www.freewebs.com/lilianriverzenoff/English%20Methodology%20Teachers_development.pdf

²⁶M.M. Dichaba et M.L. Mokhele, « Does the Cascade Model Work for Teacher Training? Analysis of Teachers' Experiences », *Int J Edu Sci*, vol. 4, n° 3 (2012), p. 249-252. <http://www.krepublishers.com/02-Journals/IJES/IJES-04-0-000-12-Web/IJES-04-3-000-12-Abst-PDF/IJES-04-3-249-12-210-Dichaba-M-M/IJES-04-3-249-12-210-Dichaba-M-M-TI.pdf>

²⁷Ibid.

²⁸Meriam Webster : <https://www.merriam-webster.com/dictionary/intersectionality>. À ce sujet, CREA, une organisation féministe indienne de défense des droits humains également membre du groupe de travail, ajoute que « les femmes qui sont marginalisées à de nombreux égards (en raison de leur âge, de leur état matrimonial, de leur sexualité, d'un handicap ou de leurs choix professionnels) sont exclues de la majorité des programmes de développement. De plus, il est difficile pour les militants et les organisations qui œuvrent dans différents secteurs d'unir leurs forces pour améliorer l'accès à des droits humains de base ».

²⁹A. Erulkar, « Early marriage, marital relations and intimate partner violence in Ethiopia », *International Perspectives on Sexual and Reproductive Health*, vol. 39, n° 1 (2013), p. 6-13.

<https://www.guttmacher.org/journals/psrh/2013/04/early-marriage-marital-relations-and-intimate-partner-violence-ethiopia>

³⁰Women's Refugee Commission, *A Girl No More: The Changing Norms of Child Marriage in Conflict*, New York, Women's Refugee Commission, 2016. <https://www.womensrefugeecommission.org/girls/resources/1311-girl-no-more>

³¹N. Otoo-Oryortey et S. Pobi, « Early Marriage and Poverty: Exploring Links and Key Policy Issues », *Gender and Development*, vol. 1, n° 2 (2003), p. 42-51. <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/741954315>



Photo: Population Council

l'un des critères du programme **Our Bodies, Our Choices** de TICAH, au moins trois filles sur quatre doivent être issues d'une caste ou d'une religion minoritaire ou provenir d'une communauté et d'une famille démunies (voir les études de cas, p. 26–27).

Il convient de noter que la plupart des programmes à l'examen sont conçus pour des jeunes scolarisés et célibataires. Certains programmes visent les jeunes non scolarisés et, dans une moindre mesure, les filles et les jeunes mères mariées, ainsi que d'autres jeunes vulnérables, par exemple les filles victimes de la traite, les jeunes de la rue et les garçons analphabètes. Il est également important de souligner que la plupart des organisations n'abordent pas la question de la sexualité des filles et des garçons handicapés, une lacune importante relevée par bon nombre d'organisations. Enfin, l'absence d'efforts visant explicitement et systématiquement à aborder l'intersectionnalité des identités en général et leur relation avec les UMEPF lors de l'élaboration des programmes s'est aussi révélée être une importante lacune, laquelle devra être corrigée si l'on veut que les programmes respectent entièrement les principes d'une APEG.

5.1.6. Le programme est ancré dans le contexte local

L'attention portée à des aspects comme la sexualité, l'appartenance ethnique, les classes sociales, la diversité et ce que signifie être un homme ou une femme ou avoir un certain âge dans un contexte social et culturel donné, constitue l'une des principales caractéristiques d'une APEG. La quasi-totalité des organisations à l'étude ont tenu compte des spécificités culturelles et ont adapté leur contenu aux contextes d'intervention. La plupart de ces efforts ont été menés lors du lancement d'un nouveau programme dans le but d'en évaluer la viabilité et la

compatibilité avec les valeurs locales, ainsi que pour déterminer quels besoins et droits de la communauté n'étaient pas satisfaits. Certaines organisations ont aussi eu recours à des mécanismes pour évaluer continuellement la pertinence culturelle de leurs programmes.

Comprendre le contexte et s'y adapter

Il est essentiel de mener une recherche formative en amont de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un programme si l'on veut comprendre les causes des UMEPF propres au contexte local et la façon dont la population perçoit la sexualité. Les analyses contextuelles approfondies aident les organisations à gagner la confiance des communautés et à élaborer des stratégies sur mesure. Les organisations à l'étude effectuent couramment une analyse contextuelle pour trouver de potentiels participants, acteurs clés et leviers de changement dans le but d'identifier les besoins prioritaires et d'ajuster les programmes en conséquence. Cet exercice s'accompagne aussi parfois d'une revue de la littérature ou d'une analyse de données secondaires avant l'étape de mise en œuvre.

La majorité des organisations à l'étude ont d'abord mis leurs programmes à l'essai pour en évaluer la pertinence et les résultats à court terme. Par exemple, dans le cadre du **programme Ishraq** (qui signifie « Éveil ») mis en œuvre par **Caritas, CEDPA et Population Council**, une enquête nationale représentative sur la vie des jeunes a été menée en Égypte. Selon les résultats, bien que de nombreux jeunes soient plus éduqués que leurs parents et s'attendent à un avenir meilleur, un groupe demeure désavantagé de manière disproportionnée : les filles de milieux ruraux en Haute-Égypte³². Des recherches ont été menées pour élaborer et mettre en œuvre un programme culturellement pertinent permettant de créer des espaces sûrs pour les filles dans des contextes sociaux conservateurs, d'améliorer les perspectives des filles et leurs compétences pratiques et d'encourager les décideurs à appuyer des mesures favorables aux filles. Le **programme Ishraq** a été adapté à différents contextes de manière à faciliter la participation des filles et des parents. Parmi ces adaptations, on compte la transmission de messages positifs par l'entremise de jeux et de sports traditionnels, un calendrier qui tient compte des responsabilités domestiques des filles et la mise à contribution de la communauté pour des changements sociaux durables. Grâce à

une évaluation continue, le programme a pu être modifié pour répondre aux réalités locales et adapté aux changements au sein des communautés et du pays.

Plusieurs organisations ont aussi adapté leurs documents et leurs approches en vue de répondre aux besoins de populations et de contextes différents. Notamment, le vocabulaire et le design des documents ont été continuellement perfectionnés pour veiller à ce que les différents publics puissent s'y reconnaître. Par exemple, des contenus ont été modifiés selon l'âge des participants, des stratégies novatrices ont été adoptées pour approcher les jeunes chrétiens et musulmans et des documents ont été créés spécifiquement pour les personnes analphabètes.

L'importance du personnel local

L'embauche de personnel local (notamment d'organisations féministes locales) connaissant les valeurs et les pratiques de la communauté ciblée, ainsi que le renforcement des capacités et la clarification des valeurs, ont contribué à bâtir la confiance, à emporter l'adhésion de la communauté et à entraîner des changements. Il est particulièrement important d'agir ainsi lorsqu'il est question de sexualité, de manière à minimiser les réactions négatives envers le vocabulaire et les approches des programmes. Il convient toutefois de signaler que même lorsque le personnel du programme est entièrement à l'écoute de la communauté, l'absence de résistance et d'opposition est rare. Enfin, il est intéressant de noter que selon certaines organisations, faire face et répondre à une opposition peut s'inscrire dans un processus de transformation menant à des changements à long terme plus durables.

5.1.7. Le programme met à contribution les familles, les communautés et les acteurs locaux

L'étude a également mis en lumière l'importance d'adopter une approche écologique, c'est-à-dire de travailler à différents niveaux avec les filles et les garçons, leurs familles, leurs communautés et les institutions qui les encadrent pour agir sur les causes profondes des UMEPF. Les pratiques portant atteinte à la sexualité et à la vie des filles sont rendues possibles par une dynamique des pouvoirs et pour changer cette dynamique, il est nécessaire de nouer des alliances. Comment privilégier les changements

³²M. Brady, R. Assaad, B. Ibrahim, A. Salem, R. Salem et N. Zibani, *Providing new opportunities to adolescent girls in socially conservative settings: The Ishraq program in rural Upper Egypt*, NY, Population Council, 2007. <https://pdfs.semanticscholar.org/fa90/f24486aaf15be15d5444bf5f2f5072f0d22.pdf>

LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

structuraux dans une APEG ? On doit entre autres intégrer les parents et les communautés aux discussions sur la sexualité, respecter l'expérience locale, prendre acte des inquiétudes et, dans certains cas, répondre premièrement aux besoins essentiels de la communauté avant de mettre en œuvre un programme éducation à la sexualité.

Les organisations travaillant dans des pays très conservateurs ont tendance à utiliser différents points d'entrée pour surmonter les obstacles à la capacité des filles à participer pleinement à leur programmes.

Pour changer les institutions sociales qui soutiennent les UMEPF et qui compromettent l'intégrité corporelle et l'autonomie sexuelle des filles, la contribution des parents et des adultes de la communauté est essentielle. Dans la mesure du possible, il est important de consulter les leaders religieux pour obtenir leur appui et leur participation. L'expérience permettra aussi de tirer des enseignements pour développer et améliorer les stratégies de résistance aux réactions négatives. Les organisations à l'étude reconnaissent l'importance de nouer des liens par un travail de terrain et de mobilisation avant et pendant la mise en œuvre d'un programme, non seulement pour susciter l'adhésion de la communauté et mieux gérer les réactions négatives, mais aussi pour créer un climat de collaboration avec les acteurs clés.

Associer les parents : une approche intergénérationnelle

De nombreuses organisations ont recours au dialogue intergénérationnel dans le but de pousser les gens à partager leurs points de vue et de transformer les relations de pouvoir inégales. Pour remettre en cause les normes de genre et changer les comportements en mieux, un processus conjoint de réflexion et de communication est nécessaire. Des participants d'âges et de sexes différents sont encouragés à écouter, à poser des questions, à partager des expériences et à apprendre les uns des autres. Les dialogues intergénérationnels

donnent l'occasion aux participants d'en arriver à une compréhension mutuelle et de s'exposer à différentes perspectives sur un sujet en particulier. Ils peuvent également contribuer au développement de relations plus respectueuses de l'égalité des genres entre les parents/tuteurs et les jeunes.

Par exemple, **SOJFEP** organise des débats animés par des pairs éducatrices, plus précisément des « cercles enfants-enseignants-parents-prestataires ». Lors de ces débats, des leaders de groupes de jeunes, des parents et des tuteurs légaux d'enfants, des enseignants de compétences pratiques, des éducateurs religieux, des prestataires de soins de santé, des chefs coutumiers et des leaders religieux se rassemblent pour discuter des problèmes et des besoins des adolescentes à risque d'UMEPF. Ces débats ont contribué efficacement à changer les normes sociales négatives, les préjugés, les idées fausses et les croyances, et à informer l'opinion publique quant aux réalités scientifiques (législatives et médicales).

Dans le cadre du programme **Ishraq de Caritas, CEPDA, et Population Council**, des comités de village composés de parents ayant permis à leurs filles d'aller à l'école ont mené des visites à domicile pour apaiser les craintes des autres parents. Le programme a donné lieu à des résultats positifs : les opinions des parents quant aux rôles, aux droits et aux capacités des filles sont devenues plus progressistes. De plus, les parents et la communauté ont exprimé moins de réticence à laisser les participantes au programme **Ishraq** se rassembler au centre jeunesse.

Leaders communautaires et religieux

Collaborer directement avec les leaders religieux, les chefs coutumiers et les leaders d'opinion des communautés s'est révélé être un important facteur de réussite des programmes là où de telles collaborations étaient possibles. La plupart des programmes comportaient des formations visant à modifier les opinions des leaders à l'égard des UMEPF et des droits des adolescentes en général. En dépit de difficultés initiales, la **Peace Foundation** a obtenu des résultats exceptionnels³³ dans le cadre de sa collaboration avec des leaders religieux. Certains groupes limitaient la participation des filles aux programmes théâtraux et culturels, considérés comme contraires à leur culture. D'autres, pour des raisons sociales, ne permettaient même pas aux filles déjà mariées de participer à des rencontres de groupes, à des ateliers ou à des événements. À l'issue de rencontres avec ce groupe cible, des érudits et des prêtres (les leaders religieux) ont

unanimentement appelé à l'adoption de mesures immédiates pour prévenir les UMEPF et se sont engagés à prononcer des sermons à cet effet dans leurs institutions religieuses et leurs lieux de culte.

La **Sarathi Development Foundation**, dans le cadre de son projet **Saloni**, a recours à des modèles communautaires pour améliorer la viabilité de ses interventions et la possibilité de les reproduire à plus grande échelle. En effet, cette approche peut facilement être adaptée à différents contextes parce que ce sont des agents de changements communautaires (des bénévoles, des groupes d'entraide, des groupes d'adolescentes et des conseils d'enfants) qui sont formés pour effectuer les interventions. **Sarathi** enseigne à ces groupes communautaires comment se documenter, diffuser des informations et transmettre de dossiers aux autorités publiques compétentes. L'équipe de conseillers et de coordonnateurs des groupes thématiques de **Saloni** privilégie la communication pour le changement de comportement auprès des personnes influentes, par exemple les groupes de pairs, les membres de la famille et les institutions communautaires locales.

Collaborer avec les prestataires de services locaux

Seulement quelques-unes des organisations à l'étude collaborent directement avec les prestataires de services et associent leurs programmes au système de santé en vue d'entraîner des changements systémiques. **Aahung** collabore avec des prestataires de soins de santé et aborde la question des services adaptés aux jeunes dans toutes ses formations pour les prestataires de soins de santé, plus particulièrement à l'égard de sujets tabous comme la contraception et la planification familiale. De plus, l'organisation a formé un personnel de télésanté sur la SDRS des adolescents en vue d'adapter les services aux jeunes et de surmonter les problèmes de mobilité, en particulier ceux des filles. Dans les écoles, **Aahung** a aussi formé des enseignants sur l'aide psychologique paraprofessionnelle pour qu'ils puissent s'occuper des besoins qui se manifestent soudainement au fil de la mise en œuvre du programme pour les jeunes. Les enseignants disposent également d'une liste de prestataires de soins de santé et de psychologues vers lesquels aiguiller les jeunes.

5.1.8. Des stratégies novatrices sont adoptées pour la mobilisation et la rétention des participants

Les organisations à l'étude reconnaissent la nécessité d'adopter des approches créatives pour

³³Selon la Peace Foundation, à l'issue des rencontres et des ateliers avec les leaders religieux, ces derniers ont unanimement appelé à l'adoption de mesures immédiates pour prévenir les mariages d'enfants et se sont engagés à prononcer des sermons à cet effet dans leurs institutions religieuses et leurs lieux de culte. Les leaders religieux ont aussi prononcé des allocutions devant leurs élèves pour leur faire comprendre les conséquences des UMEPF. Les leaders religieux ont accepté de se rencontrer chaque trimestre pour discuter de la situation en matière de pratiques de mariage préjudiciables et des moyens de préserver la paix et l'harmonie dans leurs communautés. C'est ainsi que 560 séances de groupe ont été organisées avec des adolescents et de jeunes couples et 100 ateliers avec des couples de jeunes mariés sur la sexualité sans risques et la planification familiale. Une amélioration des connaissances, des opinions et des pratiques des adolescents en matière de santé et de nutrition a été observée.

LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

encourager la participation et éviter le départ des adolescentes, des adolescents et autres acteurs clés. Dans un contexte de résistance des parents et des membres de la communauté à l'égard des programmes sur la sexualité, il est essentiel de trouver des moyens d'approcher les jeunes et de susciter leur intérêt envers les activités.

Méthodes d'approche pour surmonter les réactions négatives

Les organisations œuvrant dans des contextes très conservateurs et religieux (y compris là où le travail de défense des droits est soumis à des restrictions juridiques et politiques) tendent à utiliser différentes méthodes d'approche pour surmonter les obstacles qui empêchent les filles de participer pleinement à leurs programmes. Elles abordent notamment le sujet de la sexualité de manière plus générale ou indirecte, principalement par l'entremise du sport, de l'art et des activités d'acquisition de compétences.

Par exemple, dans le cadre de son initiative **It's My Body**, CREA a initialement recours au sport pour permettre aux filles de se rendre dans des lieux publics, d'être plus à l'aise avec leur corps et de mieux le connaître, de recevoir des informations sur la SDSR et les droits humains, de développer leur estime de soi et d'améliorer leur bien-être mental et physique. En outre, les filles découvrent le travail d'équipe, le leadership et le processus décisionnel. Dans le but d'encourager les changements de normes sociales, des clubs de sport ont aussi été créés pour exhiber en groupe des comportements qui remettent en question les normes de genre traditionnelles. Parmi les activités les plus communes, on compte la participation à des marathons, la visite de centres d'amusement ou de sports et la création d'équipes sportives dirigées par des jeunes. **Aura Freedom International**, le programme **Tiping Point** de CARE, **VACHA Trust** et le programme **Ishraq** de Caritas, **CEPDA** et **Population Council** ont également recours au sport pour approcher initialement les jeunes.

De plus, de nombreuses organisations utilisent les arts et les contes pour susciter l'intérêt initial des jeunes et de la communauté envers un programme. Elles ont recours au théâtre, à la peinture et à la rédaction de blogs pour encourager le respect des filles et faire valoir leurs droits. L'art est aussi utilisé dans le cadre d'activités de plaidoyer auprès des communautés pour encourager la collaboration entre les filles et les principaux acteurs locaux, notamment sous la forme d'événements culturels, de feuilletons radiophoniques, de bulletins d'information, d'histoires écrites par les filles et de productions audiovisuelles

dont les messages augmentent la visibilité des filles et suscitent des discussions. Certaines organisations ont même recours à l'art thérapeutique pour identifier et traiter les traumatismes causés par la violence basée sur le genre.

Des plateformes dynamiques pour susciter la participation des jeunes

Le programme **GEMS**, mis en œuvre par l'**ICRW**, **CORO** et **TISS** en Inde comprend une campagne scolaire conçue et menée par les jeunes. La campagne consiste en une semaine d'activités (jeux, compétitions, débats) qui se sont avérées très populaires dans les écoles. Le programme comprend également le **GEMS Diary** (journal intime GEMS), à savoir un livre rempli de jeux, de bandes dessinées, d'histoires, d'informations et d'occasions pour les élèves d'exprimer leurs points de vue sur les rôles de genre, les relations interpersonnelles et la violence.

D'autres organisations ont eu recours à d'autres stratégies pour susciter la participation des jeunes : le théâtre, des jeux de rôle, des foires sur l'éducation et la santé, des ateliers sur le genre et la santé, des rassemblements et des marches de protestation, des jeux de rue, des rassemblements éclairés, des projections de films avec ou sans discussion, des festivals de jeunes talents, des excursions ou des activités éducationnelles, des foires d'information, des affiches et des brochures, ainsi que l'exploitation des réseaux sociaux et de l'Internet en tant que plateformes d'apprentissage.

L'**Association pour la Promotion de l'Autonomie et des Droits de la Jeune Fille-Femme** (APAD) utilise la radio communautaire pour sensibiliser le public aux UMEPF : de courtes entrevues sur les droits des filles et sur les causes et les conséquences du mariage précoce sont diffusées dans la langue locale. Grâce à une formation de l'APAD sur des techniques d'animation intégrée, les filles peuvent

créer des documents visant à sensibiliser la population à l'autonomisation des femmes et à la SDSR.

Enfin, les organisations à l'étude ont aussi adopté des stratégies pour aider leurs participants à surmonter des obstacles financiers, à répondre à des besoins immédiats et à accroître la valeur des programmes pour les participants. Dans le cadre de son programme **Yes I Do, Plan International** effectuée des interventions visant à renforcer l'autonomie financière des jeunes en dehors du foyer, notamment celle des adolescentes. À cette fin, l'organisation a intégré l'enseignement de compétences entrepreneuriales à son programme et facilite l'accès à des services consultatifs en matière de finance et d'affaires pour aider les participants à lancer leur propre entreprise. D'autres organisations et programmes, notamment le programme **Ishraq** de Caritas, **CEPDA** et **Population Council** et le programme **TESFA** de CARE, facilitent l'accès à des programmes d'épargne et de prêts et renforcent les compétences de gestion financière (p. ex., sur les pratiques comptables, les bilans, les déclarations de revenus, la trésorerie, la commercialisation et la négociation) pour améliorer les perspectives des filles.

5.2. Le suivi et l'évaluation à l'aide d'approches fondées sur des données probantes

Certaines capacités en matière de suivi, d'évaluation et d'apprentissages ont été jugées essentielles à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi de programmes complets. Parmi ces capacités, on compte une expertise suffisante en matière de suivi et d'évaluation, y compris à l'égard des approches participatives, et la capacité d'élaborer, de mettre en œuvre et de tirer des leçons des programmes promouvant l'égalité des genres. Un processus de suivi et d'évaluation axé sur les apprentissages permet de réajuster les programmes en cours de



LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

route, notamment par l'ajout d'éléments visant à répondre à de soudains besoins urgents. Un tel processus peut également permettre de tirer des apprentissages sur les techniques de mobilisation et de rétention des participants. Dans certains cas, pour plaider en faveur de l'expansion d'un programme ou veiller à son intégration au système public, il s'est avéré essentiel de pouvoir présenter des résultats d'évaluation convaincants.

Les organisations à l'étude ont adopté une variété de méthodes et d'approches pour évaluer leurs programmes. Qu'il soit question de mécanismes de suivi interne ou d'études longitudinales fondées sur des méthodes mixtes quasi expérimentales, la collecte systématique d'information sur les programmes a permis aux organisations de joindre leur population cible en connaissance de cause à l'aide de stratégies prometteuses. Cependant, il ressort de la présente étude que certaines méthodes sont plus couramment utilisées par des organisations travaillant au niveau local, tandis que d'autres sont normalement utilisées par de grandes organisations. Les petites organisations se sentent souvent obligées d'évaluer le niveau de réussite en termes quantitatifs. Cependant, de nombreuses dimensions des changements sociaux ne sont pas linéaires et nécessitent d'être enregistrées à l'aide de méthodes qualitatives. Il est aussi important de noter qu'un réel apprentissage signifie également être en mesure de déterminer quels sont les éléments insatisfaisants d'un programme, de manière à pouvoir les améliorer.

Par exemple, les organisations ont normalement recours à des études expérimentales et quasi expérimentales pour évaluer la possibilité d'élargir ou de reproduire un programme donné. De telles études coûtent normalement plus cher et nécessitent donc un financement important. Une combinaison de méthodes quantitatives et qualitatives est généralement adoptée, comme PhotoVoice et des évaluations d'avant-projet et de fin de projet, ou des essais sur des échantillons aléatoires accompagnés de récits de vie. Le processus complexe du changement est ainsi abordé de différentes perspectives.

Pour leur part, les petites organisations aux maigres ressources adoptent généralement des approches narratives et des méthodes participatives conçues pour évaluer les changements dans la vie des participants et les changements de normes sociales qui les touchent, comme des études de cas, des évaluations avant et après une intervention, et des groupes témoins.

Certaines organisations ont développé des

stratégies et des outils novateurs en matière de suivi et d'évaluation.

- Le projet **Awareness to Action de WPF** a débuté avec une étude préliminaire, suivi d'une étude d'évaluation finale pour en mesurer les réalisations. Des méthodes mixtes ont été mises au point de manière à inclure les nombreux points de vue des acteurs clés. On a eu recours notamment à une enquête, à des groupes témoins, à des entretiens de fond et à des entretiens avec des informateurs clés issus des différents groupes concernés. La comparaison entre les résultats et les résultats souhaités a aidé les responsables de programme à évaluer les progrès réalisés et à identifier les lacunes nécessitant de nouvelles stratégies.
- **Youth Harvest Foundation Ghana** a eu recours à des méthodes mixtes de type « groupe témoin en liste d'attente », c'est-à-dire que des écoles d'intervention ont été comparées à des écoles témoins. L'organisation a utilisé ses propres questionnaires au début, à la fin et six mois après la fin du programme pour évaluer les changements sur le plan des connaissances, des opinions, de l'intention comportementale, des compétences, de l'efficacité personnelle, de la perception des risques et des normes sociales concernant les grossesses adolescentes et les UMEPF. Les données collectées ont été ventilées en fonction du genre, de l'âge et de la religion, ce qui a permis d'évaluer les résultats selon différents sous-groupes de participants. L'enquête était accompagnée d'un processus d'évaluation et fondée sur la méthodologie qualitative Most Significant Change, deux aspects qui ont aidé les responsables du programme à comprendre les expériences des participants.
- **Le programme TESFA de CARE** a fait l'objet d'une étude à quatre volets visant à évaluer



Photo: CARE Bangladesh

l'efficacité relative de différentes combinaisons de programmes en comparaison avec un groupe témoin. Des méthodes d'évaluation mixtes ont été utilisées, notamment des enquêtes préliminaires et postérieures et des entretiens en fin de projet. **CARE** a eu recours à son plan d'analyse des normes sociales (Social Norms Analysis Plot, SNAP) pour analyser des données qualitatives sur les normes sociales et a créé une narration visuelle à l'aide de PhotoVoice. Les participants ont ensuite discuté des photos prises, ce qui a permis de créer des histoires hors du commun sur le changement tel que vécu par les participants et d'obtenir des citations et des images riches et émouvantes trouvant écho chez le grand public. D'autres projets ont aussi eu recours à cette méthode.

L'étude a également mis en lumière des méthodes féministes et participatives d'évaluation présentant un intérêt pour les programmes à l'égard des UMEPF, notamment : l'évaluation systématique de l'effet d'une intervention sur les rapports entre les genres ; l'élaboration et la mise en œuvre des procédures de suivi et d'évaluation dans une perspective équitable ; et le partage des résultats avec la communauté. Voici quelques exemples parmi les plus novateurs :

- Pour son projet **Tipping Point**, **CARE** a eu recours à une approche de suivi, d'évaluation et d'apprentissage fondée sur des principes d'évaluation évolutive et d'évaluation féministe. À l'aide d'analyses participatives, on s'est penché sur les causes profondes des UMEPF au sein de la communauté. À leur tour, ces analyses ont servi de base à l'élaboration du programme et ont permis à l'équipe d'engager une réflexion sur le développement de sa théorie du changement.
- **EMpower**, en partenariat avec cinq autres organisations (Aangan, Akshara, CORO, Stree Mukti Sangathan and YWCA), a lancé le **programme VACHA Trust's Learning Community**, pour lequel des recherches participatives ont été menées à Mumbai avec les filles ciblées par le programme. Ces dernières ont déterminé conjointement les données à recueillir et élaboré une enquête axée sur les restrictions, la mobilité et la sécurité dans leurs communautés.

Des organisations ont développé des « cadres de résultats » pour l'évaluation de différentes catégories de réalisations à l'aide d'indicateurs précis. Certains programmes promouvant l'égalité des genres et des changements à différents paliers du modèle écologique comportaient des indicateurs aux niveaux individuel, communautaire et national de manière

à former un tout cohérent. Voici les catégories d'indicateurs que nous avons relevées (voir l'annexe 8.3 pour une description plus détaillée) :

Cependant, de nombreuses dimensions des changements sociaux ne sont pas linéaires et requièrent de méthodes qualitatives.

- Report de l'âge au moment du mariage et réduction des grossesses adolescentes.
- Émancipation des participants à l'échelle individuelle, notamment une amélioration de l'estime de soi et de l'efficacité personnelle des adolescents célibataires.
- Changements sur le plan des connaissances, des opinions et des comportements à l'égard de la sexualité, de l'égalité des genres et des UMEPF chez les participants au programme et chez les autres membres de la communauté.
- Changements de normes sociales à l'égard de la sexualité, du genre, de la violence et des UMEPF à l'échelle de la communauté.
- Réussites en matière de plaidoyer ou de réformes politiques liés aux UMEPF.

Des organisations ont ensuite élaboré ou adapté des indices et des échelles dans le but de mesurer ces indicateurs dans un contexte précis :

- L'indice d'acceptabilité des mariages d'enfants (Child Marriage Acceptability Index), un outil développé par **Plan International** et utilisé dans le cadre de son **programme 18+**, sert à mesurer les facteurs structureux et environnementaux liés à l'acceptabilité des UMEPF. Fondé sur une méthode quantitative, il permet d'effectuer un suivi des progrès et d'améliorer l'efficacité globale des programmes à l'égard des UMEPF. Les indicateurs de l'outil sont regroupés en différents thèmes : l'accès à des services de soins de santé sexuelle et reproductive et de fertilité, la sécurité financière, les taux de scolarisation, les cadres juridiques, la dot, la violence sexuelle et la violence basée sur le genre.

- **Population Council**/Horizons et **Promundo** ont élaboré l'échelle de l'égalité des genres chez les hommes (Gender Equitable Men [GEM] Scale) pour mesurer directement les opinions à l'égard des normes de genre. Cette échelle des opinions, dont la validité a été attestée, a été adaptée et appliquée dans plus de 20 contextes. Elle a notamment été utilisée comme mesure standard pour l'évaluation du **programme H de Promundo**, évaluation caractérisée par des études quasi expérimentales dans différents contextes (Amérique latine, Afrique subsaharienne, Asie et Balkans). Dans le cadre du **programme GEMS** de l'ICRW, de **CORO** et de **TISS** en Inde, on a eu recours à l'échelle GEM pour mesurer les opinions à l'aide d'essais sur de larges échantillons aléatoires.
- Toujours en Inde, le **programme Maharashtra Life Skills d'IHMP** a été évalué à l'aide de l'échelle Pachod Paisa, une échelle adaptée à la réalité culturelle indienne servant à mesurer l'estime de soi et l'efficacité personnelle des adolescents célibataires.
- Afin de conceptualiser et d'évaluer l'effet de son programme **Abriendo Oportunidades** sur l'autonomisation, **Population Council** a mesuré divers changements sociaux, notamment : l'autorisation parentale donnée aux filles pour participer aux événements du programme (pour mesurer le renforcement de l'autonomie des filles), la liberté de sortir avec des amis, le statut à la maison, la participation aux activités scolaires et communautaires et l'aisance à exprimer ses opinions.

5.3. Veiller à la pérennité des changements sociaux

Pour veiller à la viabilité d'un programme pendant et après sa mise en œuvre, on doit utiliser des approches et des stratégies à volets multiples caractérisées par une pleine collaboration avec les jeunes, les communautés, les gouvernements et autres acteurs clés. Les normes de genre et les perceptions de la sexualité sont profondément enracinées et normalisées. Aussi, il est difficile d'assurer la pérennité des changements liés aux normes sociales et de genre, d'autant plus lorsqu'il est question de sexualité. Patience, temps, continuité et investissements financiers sont nécessaires pour veiller à la viabilité des changements.

La pérennité peut se traduire par la poursuite des activités au-delà du financement initial du projet, ou

par l'intégration d'APEG à l'égard de la sexualité et des UMEPF dans des institutions plus permanentes (p. ex., par l'intégration d'un programme d'éducation complète à la sexualité dans les écoles). Les organisations à l'étude reconnaissent l'importance de veiller à la pérennité des changements, mais leurs résultats sont tout de même mitigés à cet égard.

L'une des stratégies utilisées par quelques organisations (et jugée essentielle pour l'expansion d'un programme à plus grande échelle) est le développement de structures et de mécanismes visant à institutionnaliser les programmes à l'échelle nationale et locale. Par exemple, **Caritas**, **CEPDA** et **Population Council**, dans le cadre du **programme Ishraq**, ont formé des comités dans les villages et au niveau national en vue de fournir un soutien continu au programme au-delà de la phase de mise en œuvre. Les comités de village (composés de parents, de leaders communautaires et religieux et autres personnes influentes) ont organisé des événements pour sensibiliser la population aux problèmes que vivent les filles, pour plaider en faveur du **programme Ishraq** et pour aider les filles à avoir accès aux services de leur village (services sociaux, sanitaires et économiques comme la banque, le bureau de poste, l'école, etc.). Le comité du gouvernorat et les sous-secrétaires des ministères concernés se sont réunis chaque trimestre pour appuyer le **programme Ishraq** à l'échelle du gouvernorat (p. ex., pour des questions de certificats de naissance ou de suivi médical).

Aahung, qui a mené des efforts considérables auprès du ministère de l'Éducation du Pakistan en vue d'intégrer son programme au cursus scolaire, a aussi souligné que l'établissement de partenariats avec des organisations œuvrant pour l'égalité des genres et l'éducation des filles aux niveaux local, national et international contribue grandement à la viabilité d'un programme et à la possibilité de le reproduire et d'en élargir la portée.

Dans le cadre de son **programme Maharashtra Life Skills, IHMP** a élargi ses interventions pour éventuellement atteindre 20 000 filles et adolescentes déjà mariées dans chacun des dix districts de la région du Maharashtra. Parallèlement, les administrateurs du programme ont collaboré avec le ministère de la Santé dans le but de reproduire le programme dans l'ensemble du pays.

LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

6. RECOMMANDATIONS

6.1. Un cadre conceptuel détaillé et des indicateurs communs de réussite

Dans cette étude, nous avons présenté des programmes de plusieurs organisations dont le travail porte sur la sexualité et les UMEPF, y compris dans des contextes extrêmement contraignants. Des approches prometteuses susceptibles de mener à des changements normatifs et juridiques, d'améliorer la vie des filles et de limiter les réactions négatives à plusieurs niveaux ont été mis en avant. Cela dit, même les programmes bien conçus qui veillent à la collaboration des parents et des communautés ont suscité une certaine forme de réactions négatives. On peut toutefois soutenir que ces réactions font partie intégrante du parcours itératif et complexe des changements de norme, qui ébranle les fondements des normes de genre inéquitables.

L'étude a aussi mis en lumière l'absence d'un cadre conceptuel commun sur le lien entre la sexualité et les UMEPF et le manque de consensus quant aux mesures de réussite et d'impact. Les conséquences sont multiples : ces lacunes pourraient notamment nuire à la cohérence et à l'efficacité des programmes, à l'évaluation concrète des résultats et à la volonté des donateurs de financer les programmes sur la sexualité. L'étude a également fait ressortir des lacunes dans certains aspects précis des programmes à l'égard de la sexualité. On retrouve plus bas des recommandations pour remédier à ces lacunes.

La présente étude constitue donc un premier pas vers un soutien du travail à l'égard de la sexualité et des UMEPF : elle contribue à une meilleure compréhension conceptuelle des liens entre le contrôle patriarcal de la sexualité et les UMEPF ; elle comprend des enseignements précieux sur les moyens d'aborder ces problèmes à tous les niveaux du modèle écologique ; et elle met en lumière les lacunes en matière d'information, de pratiques et de données sur l'efficacité des interventions. Il convient d'approfondir les recherches et les connaissances sur l'interdépendance et les liens entre la sexualité, les droits, l'autonomie, la pauvreté, les classes et les castes dans le contexte des UMEPF. Pour guider les programmes futurs et favoriser leur financement, il serait extrêmement bénéfique d'adopter un cadre conceptuel audacieux et clair sur les chevauchements entre ces différentes questions complexes.

Outre l'âge de mariage, il est important d'utiliser en priorité des indicateurs mesurant l'accès aux services et la prise de décision autonome et, le cas échéant, de perfectionner ces indicateurs. Bien souvent, la seule mesure de l'âge ne rend pas compte d'enjeux plus vastes comme les inégalités de genre.

6.2. Besoin de discussions, de recherches et d'orientations sur la criminalisation de la sexualité des adolescents

Le cadre conceptuel commun qu'il convient d'adopter doit tenir compte de l'encadrement juridique de la sexualité, plus particulièrement eu égard à l'âge et au genre.

Bien qu'il soit de plus en plus admis qu'une fille ne devrait pas se marier avant l'âge adulte, le moment où les jeunes devraient être autorisés à avoir des relations sexuelles et l'âge auquel ils peuvent faire des choix éclairés sont loin de faire l'unanimité. Ces dernières années, bon nombre d'États ont pris des mesures pour hausser l'âge légal de mariage à 18 ans. Dans certains cas, on a cherché par la même occasion à faire passer l'âge du consentement à 18 ans, en particulier là où des tabous entourent la question des relations sexuelles hors mariage.

Bien souvent, on cherche à combiner l'âge minimum de mariage et de consentement dans un souci de protéger les enfants de l'exploitation et des agressions sexuelles. Cependant, cette approche risque plutôt de brimer l'autonomie des adolescentes et des filles et, dans de nombreux cas, de stigmatiser ou de criminaliser les personnes ayant des relations sexuelles avant le mariage. De la même manière, le flou entourant les lois sur l'âge de mariage et l'âge de consentement peut rendre les professionnels de la santé plus réticents à fournir des services aux adolescentes et à s'assurer que ces dernières obtiennent les informations et les services nécessaires pour se protéger des grossesses non désirées et des maladies transmises sexuellement.

Une synthèse des différents arguments au sujet de l'âge légal de consentement dépasserait la portée du présent document. Pour en savoir plus à ce sujet, nous vous invitons à consulter un article publié récemment par le *Lancet* : S. Petroni, M. Das et S. Sawyer, *Protection versus rights: age of marriage versus age of consent*, *The Lancet Child & Adolescent Health*, 2018³⁴.

6.3. Recommandations pour les responsables de programmes

Concevoir et mettre en œuvre des programmes promouvant l'égalité des genres qui s'emploient à résoudre les causes profondes des UMEPF (notamment le contrôle patriarcal de la sexualité des adolescentes), ainsi que veiller à leur suivi et à leur évaluation. Il ressort de l'étude que relativement très peu de programmes adoptent une APEG fondée sur les droits pour aborder la question de la sexualité. Il s'agit là d'une occasion manquée de remédier aux causes fondamentales de cette pratique préjudiciable de manière durable. Les UMEPF sont un problème complexe aux causes diverses et les programmes qui ne se concentrent

que sur certains aspects (p. ex, la pauvreté, l'éducation des filles) tout en évitant le « sujet qui fâche » contribuent à perpétuer les normes de genre qui limitent l'autonomie et les perspectives des femmes et des filles. Tous les facteurs liés aux UMEPF doivent être ciblés à l'aide d'une approche exhaustive si l'on veut émanciper les adolescentes et faire progresser leurs droits.

Même les programmes à l'égard de la sexualité gagneraient à renforcer et à nuancer certains aspects, notamment en abordant les questions de la diversité de genre, de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre, ainsi que les aspects complexes du consentement, du choix et du plaisir des filles, des aspects importants de la sexualité.

Veiller à articuler les programmes à l'égard des UMEPF autour des filles et à renforcer les capacités, le sens critique et l'autonomie des filles de manière à leur laisser entrevoir un avenir autre que les UMEPF. L'analyse a mis en lumière d'excellents exemples de programmes qui, en plus de renforcer les compétences pratiques des filles, aident ces dernières à développer leur conscience politique et à reconnaître, à analyser et à déconstruire les normes sociales qui désavantagent les femmes et les filles dans toutes les sociétés, ainsi qu'à envisager un avenir autre que les UMEPF. L'étude a aussi révélé que les collectifs de filles peuvent aider ces dernières à trouver et à exploiter leur force commune pour défendre des causes qui leur tiennent à cœur auprès de leurs pairs, de leurs familles et de leurs communautés. Les approches qui appuient l'autonomie des filles et leur donnent plus de maîtrise sur leur vie doivent être considérées comme des composantes fondamentales de tout programme à l'égard des UMEPF.

Collaborer avec les hommes et les garçons pour examiner et remettre en question leurs privilèges et leur pouvoir et les encourager à devenir d'ardents défenseurs de l'égalité des genres. Ce n'est pas parce que les femmes et les filles ont les moyens d'envisager des changements dans leur propre vie qu'il appartient à elles seules de remettre en cause le patriarcat et de faire disparaître les normes sociales préjudiciables. Les programmes doivent mobiliser les hommes et les garçons de manière créative à l'aide de méthodologies qui aident ces derniers à reconnaître, à remettre en question et à rejeter la part inégale de pouvoir qu'ils détiennent au sein de la société et leur ascendant sur les femmes et les filles. Les programmes doivent aussi les encourager à s'engager pour la justice et l'équité homme-femme et à responsabiliser les autres hommes et garçons.

Établir des relations solides et des partenariats stratégiques avec les acteurs clés (les familles, les communautés et les institutions) de manière à changer les normes à tous les niveaux. La sexualité est un phénomène relationnel fondé sur

des structures de pouvoir : on ne peut pas mettre fin à son contrôle et à sa réglementation sans la contribution des individus, des familles, des communautés et des institutions. Il est important d'adopter des approches structurelles permettant d'œuvrer à différents niveaux du modèle écologique si l'on veut réduire les inégalités de genre et accroître l'autonomie sexuelle.

Ancrer les programmes dans le contexte local.

Le contrôle patriarcal de la sexualité des femmes et des filles existe dans toutes les sociétés. Cependant, la façon dont le problème se manifeste et les approches pour s'employer à le résoudre varient d'un contexte culturel à l'autre. Les organisations qui cherchent à transformer les normes sociales doivent prendre tout le temps nécessaire pour comprendre les contextes locaux, emporter l'adhésion de la communauté sans compromettre le rôle central des femmes et des filles et élaborer des programmes adaptés au lieu d'intervention. Pour veiller à ce que les personnes responsables de la mise en œuvre d'un programme soient à la fois conscients du contexte local et respectueux des valeurs féministes, il est recommandé d'embaucher et de former un personnel issu de la communauté d'intervention et de l'aider à remettre en question et à transformer ses croyances préjudiciables, le cas échéant.

Adopter une approche intersectionnelle. Il est impératif de comprendre le concept de sexualité dans le contexte des relations de pouvoir, en particulier les différents axes et dimensions du pouvoir et des inégalités comme le genre, l'âge, appartenance ethnique, les castes et les classes. Il est également important de reconnaître la manière dont les UMEPF touchent souvent les femmes et les filles les plus marginalisées. Peu de programmes à l'étude ont abordé ces questions d'un angle intersectionnel, une lacune risquant de produire des interventions qui n'abordent pas les réels problèmes et les façons dont ceux-ci touchent les filles de différentes communautés. Les programmes doivent favoriser l'inclusion lorsqu'il est question d'analyser les UMEPF et de mobiliser des participants, avec une attention particulière aux groupes souvent négligés par les programmes sur la sexualité, notamment les filles et les garçons handicapés, les enfants déscolarisés, les filles déjà mariées et les jeunes mères.

6.4. Recommandations pour les chercheurs

Partager les indicateurs utilisés pour l'évaluation des changements de normes sociales et les

effets à court et long terme des programmes à l'égard des UMEPF. De plus, élaborer de nouveaux indicateurs pour combler les lacunes, notamment par rapport aux liens de causalité entre les interventions et les changements d'opinions et de croyances sur la sexualité, l'égalité des genres et les UMEPF.

Les mesures de réussite doivent être conformes au cadre conceptuel mentionné dans le chapitre 6.1 et s'appuyer sur les indicateurs existants (voir l'annexe 8.3 ainsi que les ressources additionnelles et les communautés de praticiens mentionnées plus bas)^{35,36}. Pour évaluer les progrès, la seule mesure de l'âge de mariage n'est pas suffisante. On doit aussi évaluer les changements d'opinions et de perceptions, l'autonomie des filles, leur vision de l'avenir et autres indicateurs de transformation sociale et d'émancipation. Il est de plus en plus démontré que la stigmatisation de l'activité sexuelle chez les adolescents avant le mariage contribue aux UMEPF, un lien qu'il conviendrait d'explorer davantage.

Il faut renforcer les processus et les méthodologies de suivi et d'évaluation qui permettent d'établir des liens entre les composantes des interventions à l'égard de la sexualité et les résultats positifs de ces interventions. C'est ainsi qu'on arrive à nourrir les savoirs. L'étude a mis en lumière un besoin urgent d'améliorer la cohérence et la rigueur des méthodologies employées, notamment par le soutien et le renforcement des capacités des plus petites organisations de manière à leur permettre d'évaluer leur travail.

6.5. Recommandations pour les donateurs

Élaborer des lignes directrices et des critères qui encouragent les organisations bénéficiaires à adopter des APEG pour leurs programmes sur la sexualité et les UMEPF. Compte tenu de la nécessité d'aborder les causes profondes des UMEPF pour produire des effets transformateurs, les donateurs doivent appuyer en priorité les organisations dont les approches à l'égard des adolescentes et des UMEPF sont axées sur les causes fondamentales du problème (le patriarcat, les inégalités de genre et le contrôle de la sexualité des filles et des femmes).

Appuyer les APEG à l'égard de la sexualité qui sont flexibles et à long terme. Il est important pour les donateurs de fonds de reconnaître l'importance de la pérennité et la nature parfois non linéaire des changements de normes sociales, et d'être

prêts à fournir un appui pluriannuel et flexible aux responsables de programme. Les donateurs et les organisations doivent redéfinir les critères de réussite et d'échec et élargir notre cadre collectif pour l'évaluation du travail. Les donateurs doivent être flexibles, notamment sur le plan budgétaire lorsque de nouveaux savoirs mènent à la modification d'un projet ou d'activités.

Financer directement les programmes à tous les niveaux. Les fondations et autres donateurs doivent donner la priorité aux programmes œuvrant à différentes échelles et ciblant différents secteurs (les collectifs, les organisations travaillant au niveau local, les communautés et les services aux niveaux local et régional) qui tiennent compte de l'aspect relationnel de la sexualité.

6.6. Recommandations pour les défenseurs des droits et les jeunes militants

Mettre en lumière les problèmes liés aux UMEPF et à la sexualité dans le cadre plus global de objectifs en matière de développement et de droits humains. Pour les responsables politiques, il est important de lier les interventions à l'égard des UMEPF à des objectifs de développement plus généraux et de favoriser la coordination entre les différents secteurs. Par exemple, il existe des liens entre l'éducation, la prévention de la violence et les UMEPF et ces liens peuvent être mis en exergue dans les discours et les politiques. C'est aussi vrai pour le VIH, la santé génésique et les UMEPF. En établissant de tels liens, on crée des espaces pour la collaboration entre différents secteurs, on mobilise des ressources de meilleure qualité en plus grande quantité et on contribue à la pérennité des interventions.

Autonomiser les filles pour qu'elles plaident leur propre cause. La contribution de jeunes militants constitue un atout précieux lors de l'élaboration de nouveaux programmes et de politiques publiques pour la fin des UMEPF. Renforcer les capacités des filles et, plus particulièrement, les encourager à participer au débat contribue non seulement à leur émancipation, mais constitue un moyen puissant d'influer sur les décideurs. Transformer des normes de genre traditionnelles et profondément enracinées demande du temps. La mise en place d'un mécanisme d'appui des groupes de jeunes militants permettrait à ces derniers de recruter de nouveaux membres engagés, d'assurer la permanence de ces groupes et d'obtenir des résultats tangibles.

³⁴Pour en savoir plus, voir la note d'information suivante (en anglais) : Filles, Pas Epouses, *Age of marriage vs. sexual consent*, 2019, <https://www.girlsnotbrides.org/wp-content/uploads/2019/01/Age-of-Marriage-brief.pdf>.

³⁵Ressources pour mesurer les changements de normes : échelle de l'égalité des genres chez les hommes (GEM), <https://promundoglobal.org/wp-content/uploads/2015/01/Measuring-Gender-Attitude-Using-Gender-Equitable-Men-Scale.pdf> ; Plan International a élaboré un indice de l'acceptabilité (Index of Acceptability), https://www.aligplatform.org/sites/default/files/2018-06/ARO-User_Guide_Index_of_Acceptability_ACMI-Final-IO-Eng-nov15%20reduced.pdf ; enquête sur les attitudes, les pratiques et les normes sociales de Voices for Change, <http://www.v4c-nigeria.com/wp-content/uploads/2014/09/Attitudes-Practices-and-Social-Norms-Survey-Report-FINAL-September-2015.pdf>.

³⁶Institute for Reproductive Health, Georgetown University, Learning Collaborative to Advance Normative Change, <http://lrh.org/projects/learning-collaborative-to-advance-normative-change/> ; Community for Understanding Scale Up, *On the CUSP of Change: Effective scaling of social norms programming for gender equality*, http://raisingvoices.org/wp-content/uploads/2013/02/CUSP-SV/Rpaper-Final_6sept2017_forWeb.pdf ; plateforme ALIGN, *Advancing Learning and Innovation on Gender Norms*, <https://www.aligplatform.org/> ; STRIVE, *Norms Learning Report 1: Measuring Social Norms*, <http://strive.lshtm.ac.uk/resources/norms-measurement-meeting-learning-report>.

LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

Les études de cas suivantes présentent les approches promouvant l'égalité des genres de trois organisations œuvrant au niveau local dans différents contextes géographiques.



ÉTUDE DE CAS

TRUST FOR INDIGENOUS CULTURE AND HEALTH (TICAH) – KENYA

Présentation générale de l'organisation

TICAH est une organisation kenyane fondée en 2003 en vue de renforcer les liens positifs entre la santé et les connaissances culturelles, les comportements, les croyances, les rituels et l'expression artistique. Depuis ses origines, TICAH s'efforce de **briser la culture du silence qui entoure la sexualité** et de dénoncer la stigmatisation et la discrimination. Au Kenya, les efforts de plaidoyer de TICAH en faveur de l'amélioration des lois et des politiques sur la santé et les droits sexuels à l'échelle nationale et internationale font figure de proue. Ces efforts ont pour principaux objectifs d'établir des programmes d'éducation complète à la sexualité (ESC) pour les personnes de tout âge, la prestation de services d'accouchement, d'avortement et de contraception sûrs, ainsi que la fin des pratiques traditionnelles néfastes comme les unions et les mariages d'enfants, précoces et forcés (UMEPF) et les mutilations génitales féminines. La sagesse locale est au cœur de l'approche holistique et intersectionnelle de TICAH, dont les méthodes vont de « l'art avec un cœur » aux rituels et à la méditation, en passant par l'appui de groupes de leadership mobilisateurs à l'échelle communautaire.

Population cible

TICAH collabore avec des groupes d'adolescents et de jeunes dans les zones urbaines et périurbaines de Nairobi, notamment : des garçons et des filles du primaire et du secondaire (âgés de 12 à 15 ans et de 15 à 19 ans, respectivement) ; des filles non scolarisées (âgées de 15 à 19 ans), plus susceptibles d'être victimes de toxicomanie, d'agressions sexuelles et d'autres formes de violence au sein de la communauté ; des jeunes mères (âgées de 15 à 19 ans), des filles et des jeunes femmes séropositives ; et des étudiants universitaires (âgés de 19 à 26 ans). Les participants de TICAH sont issus de milieux caractérisés par des niveaux élevés de violence de genre, y compris la violence sexuelle, et certains d'entre eux ont déjà été victimes de violence. Par conséquent, l'organisation accorde une grande importance à la création d'espaces sûrs et au respect de la confidentialité.

Principales caractéristiques du travail de TICAH : une éducation à la sexualité et des efforts de plaidoyer pro-choix, holistiques et audacieux

TICAH reconnaît que les jeunes Kenyans ont

rarement accès à des endroits sûrs où discuter de leurs émotions sexuelles et poser des questions sans risquer d'être jugés. Dans le but de surmonter ces contraintes, TICAH aide des adolescents et des jeunes à se procurer des informations sur la sexualité et à entamer leur vie sexuelle avec la confiance et les compétences nécessaires pour faire des choix informés. TICAH œuvre à créer un environnement qui reconnaît la diversité et **valorise le droit de chacun à une vie intime épanouie**. Son mandat aussi vaste que profond dépasse la seule dimension de l'éducation à la sexualité et aborde de nombreux aspects de l'identité des jeunes et de leur communauté, notamment la spiritualité, la sagesse traditionnelle et l'art. Aussi, TICAH adopte des stratégies holistiques et diversifiées, dans le but d'envelopper la sagesse locale, tant ancienne que nouvelle, dans sa quête de guérison et de justice.



Nous cherchons autant que possible à tirer des enseignements de la sagesse locale. Nos efforts sont axés sur les bonnes relations, la santé des ménages et l'action communautaire.

Membre du personnel de TICAH



Parmi ces stratégies, on compte la sensibilisation à des notions comme la contraception et l'avortement sûr, le développement des compétences de leadership, la défense de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR), l'évolution des normes sociales et des mentalités en matière de sexualité, l'acquisition de notions de vie pratique et l'action collective.

Programme présenté: Nos corps, Nos choix (Our Bodies, Our Choices)

Le programme Nos corps, nos choix regroupe l'ensemble des activités de TICAH sur la sexualité et se concentre principalement sur l'éducation, l'aide psychologique et le plaidoyer.

Le programme, tout comme la majeure partie du travail de TICAH à l'égard de la sexualité, a pour but

**Quels sont mes fantasmes sexuels?
Qu'est-ce que je désire?
Quel est le rapport entre les bébés et le sexe?**
Mawazo yangu ya kisiri kuhusu ngono ni yapa?
Nina tamani nini katika ngono?
Kupata watoto kunahusiana vipi na ngono?



**Que faire pour demander ce que je veux?
Suis-je clair quant à mes propres choix?**
Itanichukua nini kuuliza ninacho kitaka?
Ninazijua vizuri chaguo nilizo nazo?



de veiller à ce que les jeunes se sentent en sécurité et est centré sur la création d'espaces « sacrés » où les jeunes peuvent partager leurs expériences et bénéficier d'un soutien sans risquer d'être jugés. Il se compose d'un manuel, de cartes de scénarios et d'affiches éducatives soigneusement élaborées et magnifiquement conçues qui présentent toutes les informations en anglais et en swahili.

La documentation créée par TICAH vise à briser les tabous au Kenya entourant **la sexualité, l'orientation sexuelle, les désirs, la santé et les relations**. Les participants au programme discutent ouvertement de leur vécu personnel, des effets du patriarcat sur leur développement et des liens entre le sexe et le pouvoir, entre autres. Ces conversations diverses peuvent amener les participants à décrire la perte de leur virginité, leur engagement dans la prostitution ou leurs fantasmes sexuels.

L'approche « **guider par derrière** » de TICAH prévoit la formation d'animateurs adultes à l'aide de séances dirigées par les jeunes participants. TICAH offre à chaque participant la possibilité de réaliser ses propres recherches, d'animer des séances et de partager des informations sur différents sujets. L'animateur se charge d'appuyer

LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

ces démarches et veille à ce que le groupe possède des renseignements factuels et précis. Ces expériences renforcent l'estime de soi et les capacités de communication des participants. De plus, en enseignant certaines notions à leurs pairs, les participants améliorent leurs compétences de leadership. L'organisation prévoit également tous les mois des espaces sûrs où les formateurs peuvent partager leurs expériences et apprendre les uns des autres.

TICAH cherche à établir des partenariats avec d'autres organisations pour développer ses activités sur la sexualité. Par exemple, dans le cadre d'une collaboration avec un magazine sur la sexualité des adolescents, TICAH a recueilli des questions sur la sexualité auprès de ses étudiants et les réponses ont été publiées dans le magazine, lequel est distribué à travers le pays. L'organisation s'est aussi associée à une troupe de danse pour créer le spectacle « Je suis sexy aussi », composé d'une série de scènes théâtrales sur la vie sexuelle de jeunes femmes séropositives. De plus, l'organisation propose un service d'assistance téléphonique sur la santé reproductive appelé « **Tata Jane à l'écoute** » lequel est associé à un réseau de 133 prestataires de service offrant sans jugement des informations et des conseils fondés sur les droits à des femmes mariées et célibataires.

TICAH reconnaît « le pouvoir de la beauté » et a également recours à des stratégies novatrices pour mobiliser et appuyer les participants à ses programmes. Par exemple, elle fait appel au pouvoir thérapeutique de l'art et de la méditation dans son travail auprès des victimes de violence.

Le programme **Calendrier d'enseignement** de TICAH, un complément du programme Nos corps, nos choix, a été conçu pour stimuler l'apprentissage et la discussion dans les communautés. Le calendrier de TICAH est rempli d'œuvres d'art kenyanes, de citations provocatrices et d'événements historiques. Chaque mois comporte des « graines de santé » (des recettes à base de plantes médicinales pour guérir les maladies courantes), des valeurs à discuter, des leçons d'histoire, des questions à examiner en groupe, dans un club ou en classe, et des extraits de la Constitution kenyane et d'autres lois.

Les efforts de plaidoyer de TICAH se concentrent principalement sur l'intégration d'une **ESC à l'école**. TICAH s'est jointe à différents partenariats et regroupements qui partagent ce même but et a enregistré plusieurs victoires. Entre autres, le gouvernement a fait certains progrès vers l'inclusion de l'éducation complète à la sexualité au Programme National des compétences essentielles. En partenariat avec d'autres organisations, TICAH a aussi milité en faveur du rétablissement des normes et lignes directrices sur l'avortement sans risques, abolies il y a trois ans. Au moment d'écrire ces lignes, la question était toujours discutée dans les tribunaux.

TICAH organise également des **exercices de clarification des valeurs** sur différents sujets liés à la sexualité (p. ex., l'avortement) avec des leaders communautaires, notamment des chefs traditionnels et des leaders religieux comme des imams et des prêtres.

Suivi et évaluation

Comme méthodes de suivi et d'évaluation, TICAH a recours à des questionnaires, à des groupes de discussion et au recueil de témoignages. Pour évaluer ses programmes, elle utilise également des études de cas-témoins, longitudinales et transversales avec groupes témoins, des récits de changement et des observations.



Toute ma vie, j'ai cru que l'avortement était inacceptable, d'autant plus que je suis un leader religieux. Cet atelier m'a permis de mieux clarifier mes valeurs et de comprendre pourquoi les femmes ont besoin d'informations et de services pour éviter les grossesses non désirées, mais aussi pour avorter dans des conditions sûres. Cette formation m'a appris tant de choses passionnantes. Je n'avais qu'un souhait : en faire part à ma communauté. Cependant, à titre de chef d'église, je craignais de parler d'avortement. J'ai ma propre congrégation et la plupart des gens sont convaincus que l'avortement est un crime. Comment la congrégation allait-elle réagir ? Toutefois, à mon retour, j'ai commencé à parler aux femmes une à une et la réaction fut extraordinaire. J'ai tout de suite su qu'il y avait un vide à combler et que je devais agir. J'ai organisé une formation sur les avortements sans risques dans mon église et je ne l'ai jamais regretté.

Leader religieux, Athi River



Coup d'œil sur les facteurs de réussite

1. La culture de TICAH : le principe de « guider par derrière »
2. Le travail d'équipe et le soutien continu des membres de l'équipe.
3. La créativité et le recours à l'art comme thérapie et source d'inspiration.
4. L'établissement de relations avec la communauté.
5. La mise à contribution de la spiritualité dans une démarche positive à l'égard de la sexualité.



Photo: TICAH

Résultats

À ce jour, 300 élèves du primaire, 300 élèves du secondaire, 100 filles non scolarisées, 60 jeunes mères et 2000 étudiants universitaires ont suivi les programmes de TICAH.

De plus, huit écoles où TICAH a présenté son programme sur la sexualité ont intégré ces séances à leur cursus.

Le programme sur la sexualité serait aussi à l'origine d'une évolution des connaissances et des opinions des participantes. Par exemple, le volet sur le consentement (notamment au sein des relations) a ouvert les yeux d'un grand nombre de filles qui ignoraient la plupart de leurs droits. TICAH fait aussi état d'un renforcement de l'estime de soi, de l'amélioration des relations avec les pairs et d'une meilleure connaissance de la procédure à suivre en cas d'agression sexuelle.

Pour le moment, TICAH ne dispose pas d'outils lui permettant d'évaluer l'impact de ses activités auprès des leaders religieux. Elle signale toutefois qu'il est manifeste que les exercices de clarification des valeurs se sont révélés essentiels pour une évolution des mentalités, des croyances et des comportements des leaders communautaires et religieux.

Défis et perspectives

À ce jour, peu d'activités de TICAH ont porté sur les UMEPF. Cependant, l'organisation commence à étendre son action dans ce domaine et a établi des contacts avec la communauté massaï en banlieue de Nairobi.

Coordonnées

Courriel : listening@ticahealth.org
Site Web : <http://ticahealth.org/about/>

LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés



ÉTUDE DE CAS

INTERNATIONAL CENTRE FOR SEXUAL REPRODUCTIVE RIGHTS (INCREASE), NIGERIA

Présentation générale de l'organisation

L'organisation INCREASE œuvre depuis des dizaines d'années dans les communautés du Nigeria en vue de créer un environnement politique, social et culturel contribuant à accroître l'accès à l'information et aux services de Santé et Droits Sexuels et Reproductifs (SDSR). INCREASE défend la santé et les droits sexuels des groupes les plus marginalisés de la société, notamment les adolescents et les jeunes, les femmes vivant sous le régime de la charia, les minorités sexuelles, les victimes de violence sexuelle, les travailleurs du sexe, les veuves et les femmes séropositives.

INCREASE œuvre dans un contexte national complexe, comme en témoignent la menace que constitue Boko Haram ou les couvre-feux et les fermetures forcées imposés par l'État. Son objectif : accroître l'estime de soi des filles et leur donner les moyens de faire entendre leurs voix et de décider de leur avenir.

La directrice générale d'INCREASE, Dorothy Akenova, est une éminente féministe et militante pour les droits des femmes qui incarne tout le potentiel de changement de l'organisation et qui raconte son parcours depuis l'enfance sur le blog de INCREASE.



Population Cible

INCREASE collabore principalement avec des adolescents de 11 à 19 ans, dont environ 25 pour cent sont des garçons et des jeunes hommes. D'un côté, elle amène les garçons à réfléchir et à changer les normes et les formes de masculinité préjudiciables et, de l'autre, elle prépare les filles à faire preuve d'assurance dans leurs interactions avec eux. Les filles et les garçons visés par les actions d'INCREASE sont célibataires, scolarisés ou non, handicapés ou orphelins. Tous courent le risque d'être mariés jeunes et déscolarisés, ou de devoir abandonner l'école en raison d'une grossesse.

Principales caractéristiques du travail d'INCREASE : aborder la sexualité de manière à promouvoir l'égalité des genres

La culture du silence autour de la sexualité est présente dans toutes les communautés du Nigeria et les concepts patriarcaux sont profondément enracinés dans le pays. Cette situation est exacerbée par des groupes qui encouragent les sentiments négatifs et parfois belliqueux envers l'information et l'éducation sur la SDSR, ce qui a des effets dévastateurs sur les droits humains au Nigeria.

Dans ce contexte, INCREASE emploie **quatre stratégies principales** :

- Mener des recherches qui fournissent des informations factuelles sur les droits reproductifs et sexuels en vue de contrer les discours d'opposition et de déni, d'éduquer les leaders et de briser les mythes.
- Accroître l'accès à l'information et encourager la prise de conscience par la communication pour le changement de comportement.
- Mener des activités de plaidoyer pour veiller à ce que les politiques et les lois soient sensibles à la dimension de genre et protègent les droits sexuels et reproductifs.
- Établir des liens avec les prestataires en vue de rendre les services juridiques accessibles et abordables, notamment pour les adolescents, les femmes vivant sous le régime de la charia et les minorités sexuelles.

INCREASE a aussi travaillé en étroite collaboration avec des professionnels de la santé pour les encourager à être sensibles aux besoins des jeunes, des handicapés et des membres de la communauté LGBTI (lesbiennes, gais, bisexuels, transgenres et intersexués) et pour mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination envers les personnes séropositives. À cet égard, l'organisation a aussi établi un réseau de soutien qui veille à la protection des jeunes, des membres de la communauté LGBTI et des handicapés. Enfin, elle favorise souvent l'accès à des services aux personnes susceptibles de subir de mauvais traitements, notamment en couvrant les frais afférents.



Dans le Nord conservateur où nous travaillons, les identités et les rôles attribués aux genres sont enfermés dans le carcan du respect des valeurs patriarcales. Par conséquent, les filles sont considérées comme des citoyennes de seconde classe. Elles doivent vivre leur vie et faire des choix dans le respect des normes traditionnelles. La situation est encore plus complexe pour les filles victimes de viol, célibataires au moment où les changements liés à la puberté sont manifestes, sûres d'elle et carriéristes, handicapées ou lesbiennes. La valeur de ces filles diminue encore plus dans la hiérarchie sociale. Ce que fait notre projet, c'est déconstruire et remplacer ces mythes et ces valeurs hétéronormatives à l'aide d'interventions fondées sur les droits qui redonnent aux filles les moyens d'agir, d'avoir prise sur leur vie et de se fixer et de poursuivre leurs propres objectifs.

Membre du personnel d'INCREASE



LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

Programme présenté: Programme de leadership des filles

INCREASE dispense ses formations par l'entremise de son Programme de leadership des filles, fondé sur le modèle analytique de changement de Sara Longwe¹. Le programme encourage les filles à passer du statut de bénéficiaires passives de services à celui de militantes **exigeant des pouvoirs publics qu'ils rendent compte de leurs engagements (notamment eu égard à l'application locale de traités internationaux), formulant des politiques, évaluant ou prônant des lois qui protègent les droits des filles et des femmes et contrôlant les allocations budgétaires et les décaissements**. Le programme permet aussi aux filles d'affronter les obstacles qui se dressent sur leur passage de l'adolescence à l'âge adulte (et d'accéder de ce fait à des positions de responsabilité), notamment la socialisation négative, les pratiques traditionnelles néfastes comme les UMEPF, les infections sexuellement transmissibles, le VIH et la violence de genre.

Les membres de l'équipe du programme souscrivent entièrement aux **principes féministes** des droits égaux et inaliénables et participent à des exercices de « clarification des valeurs » dans le cadre de leur formation. INCREASE renforce les capacités de ses animateurs dans les domaines de la santé et des droits sexuels et reproductifs, des compétences de vie courante et de leadership, du genre, des principes du féminisme, du plaidoyer, des compétences d'animation et du soutien psychosocial et de l'aide psychologique. Différentes méthodes d'animation sont employées : petites conférences, groupes de travail, présentations, jeux de rôles, partage d'expériences et matériaux visuels et audiovisuels. **Des « pairs éducateurs »**, à savoir d'anciens participants au Programme de leadership des filles, assistent les animateurs pendant les séances et servent de mentors aux participants. Ces anciens élèves rencontrent régulièrement les participants au programme pour partager leurs expériences. Des liens entre les différentes générations de participants sont ainsi créés, donnant lieu à d'autres occasions d'apprentissage et de développement et à la création d'un réseau d'appui digne de confiance sur lequel les filles peuvent compter.

Les séances du programme se déroulent dans un **espace sûr**, à savoir un centre où les filles peuvent s'exprimer librement (elles peuvent entre autres y porter les vêtements qu'elles désirent) et où les interactions avec les autres participants, dont quelques homologues masculins, peuvent avoir lieu sans crainte ni menace de violence. En plus de constituer un espace sûr où enseigner le programme d'INCREASE, le centre sert aussi à la tenue **d'activités de danse, de théâtre, de chant et autres**.

Le programme d'INCREASE a été élaboré en 2011



Photo: INCREASE

et s'inspire largement du manuel de formation en éducation complète à la sexualité publié par Action Health Inc., du programme « All in One » et du manuel de formation à la sexualité des adolescents du ministère fédéral de la Santé du Nigeria, ainsi que de son protocole clinique. Il porte principalement sur **les droits humains, la santé sexuelle et reproductive, les compétences en leadership, les compétences de vie courante, l'analyse des questions de genre, le plaidoyer et la compréhension de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre**. Parmi les thèmes abordés lors des séances, on compte l'anatomie et la physiologie, la sexualité et le plaisir, l'image corporelle, la grossesse, le VIH, les infections sexuellement transmises, l'éventail complet de la contraception, de la stigmatisation et de la discrimination, l'analyse des questions de genre, la violence de genre, les droits des filles, les UMEPF et l'intersectionnalité. L'accent est aussi mis sur le leadership au moyen d'activités visant à renforcer la capacité des participants à négocier, à refuser

et à résister à la pression, en utilisant par exemple des scénarios d'études de cas qui amènent les participants à répondre et à s'affirmer plus résolument.

Le programme reconnaît l'importance d'œuvrer à tous les niveaux du modèle écologique. Aussi, il encourage les participants à **faire participer les parents et les enseignants**, notamment à l'aide de dialogues intergénérationnels. En outre, INCREASE a mis sur pied un programme de proximité visant à sensibiliser les villageois des communautés rurales aux questions de la SDR par des représentations théâtrales et des séances de questions-réponses. Ces visites de sensibilisation contribuent à créer des ponts entre INCREASE et les leaders communautaires et jettent les bases d'éventuels partenariats.

Le travail de plaidoyer d'INCREASE s'articule principalement autour d'un forum ouvert auquel des représentants de l'État, **des chefs religieux et locaux, des parents et des enseignants peuvent participer pour discuter** et renforcer leurs engagements. Le forum constitue également un des principaux mécanismes de recrutement de militants adultes qui comprennent ce que sont les droits en matière de SDR et d'égalité des genres et qui, en conséquence, peuvent contribuer au changement dans leur communauté. INCREASE invite aussi les parents, les enseignants, les amis, les anciens élèves, les responsables politiques et les médias à sa cérémonie annuelle de remise des diplômes, ce qui contribue à mieux faire connaître l'organisation.

INCREASE aborde également la participation à la prise de décision à la maison et dans la sphère publique et encourage le signalement de pratiques préjudiciables, notamment les agressions sexuelles



Photo: INCREASE

¹L'objectif du cadre de Sara Longwe est d'aider les planificateurs à questionner ce que l'autonomisation et l'égalité signifient en pratique et, à partir de là, d'évaluer de manière critique dans quelle mesure une action de développement appuie cette autonomisation. Pour en savoir plus, voir : Sara Hlupekile Longwe, « Gender awareness: the missing element in the Third World development project », *Changing Perceptions: writing on gender and development*, sous la direction de Tina Wallace et Candida March, Oxfam, 1991.

LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés



Photo: INCRESE

Depuis 2011, le programme de leadership d'INCRESE a permis de mobiliser 255 filles.

et les UMEPF, par l'entremise de son Programme de leadership pour les filles Hajara Usman. En effet, les interventions d'INCRESE en cas d'abus constituent l'une des pierres angulaires de son programme et un élément clé de sa réussite. L'organisation offre un soutien direct aux victimes de violence et aux participants nécessitant des services de SDSR, ou aiguille ces derniers vers les maisons d'hébergement et les services de santé, psychologiques et juridiques appropriés, en plus de signaler les agresseurs à la police.

Suivi et évaluation

INCRESE a recours à un cadre logique pour le suivi et l'évaluation des progrès et des effets de la formation avant, pendant et après la mise en oeuvre du programme. INCRESE effectue également des évaluations régulières auprès des participants et évalue le nombre de filles qui repoussent l'âge du mariage.

INCRESE associe les jeunes à l'élaboration de stratégies d'intervention au moyen d'évaluations régulières de leurs apprentissages et de la mise en pratique de leurs nouvelles compétences.

Résultats

Depuis 2011, le programme de leadership d'INCRESE a permis de mobiliser 255 filles. Selon ses propres évaluations, INCRESE fait état des résultats suivants :

Il est ressorti que, en amont du programme, pratiquement toutes les filles avaient fortement intériorisé les valeurs patriarcales. Par exemple, des filles ont écrit ou prononcé des déclarations du type : « les garçons sont plus intelligents que les filles » ; « la place d'une femme est à la cuisine » ; « en couple, si un garçon bat une fille, c'est une preuve d'amour » ; « une femme battue qui dénonce son mari n'est pas une bonne épouse » ; ou « le viol dans le mariage n'existe pas ».

À la fin du programme, les filles connaissaient l'anatomie et la physiologie reproductive humaine, un sujet suscitant initialement une grande réticence parmi les participants. Elles étaient également capables d'animer des présentations et leur vocabulaire s'était enrichi. Bon nombre d'entre elles occupaient des positions de leadership à l'école ou dans leur église et leurs résultats scolaires s'étaient améliorés.

1. Les filles signalent une bonne estime de soi et une plus grande volonté d'assumer des rôles de leadership à l'école et dans la communauté.
2. Intégration de l'ESC dans les programmes scolaires.
3. Un plus grand nombre de filles et de femmes signalent des cas de violence à INCRESE.
4. Un plus grand nombre de filles décident de repousser l'âge du mariage et ont les capacités pour le faire.
5. Une plus grande sensibilisation aux effets préjudiciables des UMEPF dans les zones rurales de l'État du Niger.
6. Plus de 500 jeunes ont eu accès à des préservatifs et à des lubrifiants grâce au programme de proximité. De même, des services de dépistage volontaire et d'accompagnement psychologique ont été offerts à des centaines de bénéficiaires

de soins prénataux. INCRESE a communiqué avec les personnes testées séropositives pour qu'elles suivent un traitement contre le VIH.

Coup d'oeil sur les facteurs de réussite

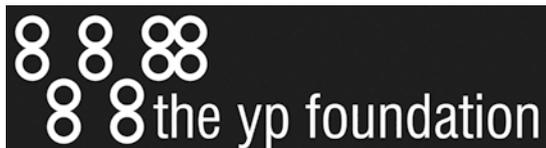
1. Des animateurs dont les valeurs ont été clarifiées et qui souscrivent entièrement aux principes féministes des droits égaux et inaliénables.
2. Un programme robuste composé de modules bien structurés.
3. La mobilisation de participants issus de différents contextes (l'école et la maison) et la mise à contribution des parents et des enseignants.
4. L'offre d'un soutien pour les frais de transport et de collations destinés aux participants.
5. Un réseau viable d'anciens élèves jouant le rôle de mentors.
6. La création de liens entre les participants actuels et anciens qui donne lieu à d'autres occasions d'apprentissage et de développement.
7. Des interventions rapides à la suite du signalement de cas d'abus.
8. La création d'un réseau d'appui digne de confiance sur lequel les filles peuvent compter.
9. La reconnaissance et la récompense du mérite et des accomplissements exceptionnels des filles.

Défis et perspectives

Dans le cadre de ses efforts de plaidoyer, INCRESE a constaté qu'il était difficile de rencontrer individuellement des responsables politiques en raison de leur manque d'engagement. De plus, lorsqu'elles avaient effectivement lieu, ces rencontres n'étaient pas prises au sérieux. Pour ces raisons, INCRESE a décidé d'organiser un forum ouvert où les représentants de l'État et les leaders peuvent discuter ensemble avec les parents et les enseignants et renforcer leurs engagements.

Coordonnées

Courriel : increse2001@yahoo.co.uk
Site Web : <http://www.increse.org/>



ÉTUDE DE CAS

LA FONDATION YP — INDE

Présentation générale de l'organisation

La Fondation YP a été créée conjointement par deux jeunes en 2002 au lendemain des émeutes de Godhra, dans le Gujarat. L'objectif : réunir les jeunes du pays pour contribuer à une meilleure compréhension des droits humains et créer des occasions de collaborer et de se découvrir des compétences en leadership autour d'enjeux sociaux qui soulèvent les passions des jeunes, tout ça au moyen d'une plateforme sûre et ouverte où on ne porte pas de jugement. La Fondation YP s'est rapidement transformée en une organisation pour et par les jeunes qui offre une Éducation Complète à la Sexualité (ECS) aux jeunes et milite en faveur de changements systémiques. Les **liens entre la sexualité et les UMEPF se reflètent dans tous les aspects de leur cursus** et sont au cœur de leur programme « Connaitre son corps, connaître ses droits ». Ce programme comprend une caractéristique unique : une approche positive à l'égard de la sexualité et de l'éducation à la sexualité fondée sur les droits et exempte de toute forme de stigmatisation. La Fondation YP collabore avec et pour des jeunes sur toutes sortes de questions comme le genre, la sexualité, le leadership, la santé et l'éducation en vue de faire progresser les droits des femmes, des filles et des jeunes marginalisés. L'ensemble de son travail s'appuie sur des principes intersectionnels, féministes et fondés sur les droits.

Population cible

La Fondation YP intervient auprès de jeunes de 10 à 25 ans d'origines diverses, en particulier des jeunes femmes dans les écoles, les établissements de soins spécialisés, les centres d'apprentissage parascolaires et les groupes communautaires de jeunes. Ses programmes sont enseignés par des pairs âgés de 18 à 22 ans dont la plupart sont des étudiants qui suivent un programme de leadership de deux ans ou plus. Les bénéficiaires proviennent d'horizons variés à différents égards : leur lieu d'origine (urbain, semi-urbain, rural), leur orientation sexuelle, leur identité de genre, leur religion, leur classe ou leur caste.

Principales caractéristiques du travail de la Fondation YP : un modèle dirigé par les jeunes qui prône une éducation à la sexualité féministe, intersectionnelle et fondée sur les droits

En Inde, les programmes visant à promouvoir l'éducation à la sexualité des jeunes se butent souvent à une vive opposition de la part de la classe politique, des parents et des enseignants qui, en dépit des preuves du contraire, croient qu'une telle démarche positive à l'égard de la sexualité poussera les jeunes à la promiscuité et à l'adoption de comportements sexuels irresponsables. De plus, les programmes et les politiques sur la sexualité des jeunes sont généralement conçus et élaborés par des adultes qui font fi des opinions et des désirs des jeunes.

Pour cette raison, l'existence et la mission de la Fondation YP sont centrées sur **le pouvoir de leadership des jeunes** : l'organisation veille à ce que les jeunes participent réellement et sur un pied d'égalité aux programmes et aux politiques qui les concernent. Les jeunes ne sont pas les leaders de demain, mais les leaders d'aujourd'hui, insiste la Fondation YP, qui œuvre à porter ce message au-delà des espaces axés sur les jeunes.

Par ailleurs, la Fondation YP est fière de son **approche positive à l'égard de la sexualité fondée sur les droits et exempte de toute forme de stigmatisation**. Cette approche est profondément enracinée dans chacune de ses interventions. Pour cette raison, le travail de l'organisation met l'accent sur le consentement éclairé, le choix et le plaisir, autant de questions abordées directement et ouvertement avec les participants, les éducateurs, les parents et les responsables politiques. La Fondation YP a notamment créé des plateformes et des outils pour sensibiliser les jeunes et autres acteurs clés à l'importance d'une ESC et pour les encourager à militer en faveur de l'inclusion de questions liées à la sexualité dans les politiques et les programmes ciblant les jeunes en Inde.

De plus, la Fondation YP reconnaît que l'expérience des « jeunes » n'est pas homogène et que tout programme centré sur les jeunes doit témoigner de ces identités multiples. À cet effet, elle adopte une démarche **explicitement inclusive de groupes**



Photo: la Fondation YP

variés. Dans l'ensemble de ses programmes, la fondation intervient auprès de jeunes marginalisés issus de milieux défavorisés, principalement au sein des communautés dalit et musulmane. L'**approche intersectionnelle et féministe** de ses interventions tient également compte des questions de migration, d'orientation sexuelle, d'identité de genre, de caste et autres identités ou statuts marginalisés.

Les programmes de la Fondation YP visent à **doter les jeunes des moyens nécessaires** pour diriger la mise en œuvre des programmes. Les jeunes peuvent ensuite utiliser cette expérience pour militer de manière efficace auprès des décideurs, des communautés, des intermédiaires obligatoires et autres acteurs clés. L'organisation crée ainsi des **partenariats entre jeunes et adultes** et démontre le bien-fondé d'un leadership jeunesse à tous les niveaux et dans tous les processus.

Les jeunes ne sont pas les leaders de demain, mais les leaders d'aujourd'hui, insiste la Fondation YP.

LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

La Fondation YP aide les jeunes à faire face à des situations réelles de manière positive et à prendre des décisions de vie éclairées. Elle **aménage des espaces sûrs** où les jeunes apprennent à exprimer leurs inquiétudes et leurs opinions, à partager leurs expériences personnelles et à poser des questions, sans être jugés ni réprimandés. À l'échelle plus élargie de la communauté, la Fondation YP fournit une plateforme où les jeunes peuvent exprimer et défendre leurs points de vue devant les membres de leur famille, notamment par l'entremise de petits projets d'action sociale.

Programme présenté: Connaître son corps, connaître ses droits

Le programme Connaître son corps, connaître ses droits (ci-après le programme « **Connaître son corps** ») dispense une ESC à des jeunes d'origines diverses. Le programme est basé directement sur les expériences d'adolescents et de jeunes victimes de discrimination et de marginalisation et mis en œuvre par des jeunes. Il est également marqué par une étroite collaboration avec des ONG œuvrant au niveau local et des contacts ciblés avec les acteurs



Notre travail sur la SDRS est guidé par une approche et une conception positives de la sexualité qui privilégient le consentement éclairé, le choix et le plaisir.

Principe directeur de la Fondation YP



Notre cursus ne se contente pas d'enseigner les aspects biologiques de la santé reproductive de manière objective. Il est ancré dans la réalité et incorpore des aspects de l'intersectionnalité, du pouvoir et du patriarcat. Par exemple, nous n'abordons pas seulement la question de l'hygiène menstruelle, mais créons un espace pour discuter de la honte et de la stigmatisation liées à la menstruation.

Présentation du cursus



locaux et nationaux des secteurs de la santé et de l'éducation, notamment des fonctionnaires, des prestataires de soins de santé, des conseillers, des intervenants de première ligne et des enseignants.

La mise en œuvre du programme Connaître son corps repose sur un **modèle d'éducation par les pairs**. Le programme est animé par un groupe varié et dynamique de « pairs éducateurs », appelés **jeunes leaders**. Ces jeunes sont passionnés par la justice sociale et le féminisme intersectionnel et animés par un désir d'en apprendre toujours davantage sur le monde qui les entoure. L'approche de la Fondation YP en matière d'éducation par les pairs repose sur le renforcement du leadership : les jeunes leaders suivent pendant un an une **formation féministe rigoureuse** et des activités intenses de renforcement des capacités.

Les messages positifs à l'égard de la sexualité du programme Connaître son corps

- La sexualité est un aspect sain de la vie et il n'existe pas de façon précise ou préférable de la vivre ou de l'exprimer.
- Se sentir attiré par une autre personne est une expérience courante. De même, il n'y a rien de mal à ne se sentir attiré par personne.
- Il n'y a pas d'actes sexuels bons ou mauvais. Différentes personnes peuvent apprécier différents actes sexuels.
- Notre expérience de la sexualité est influencée par les normes sociales et culturelles qui nous entourent.
- Il existe de nombreux types d'identités sexuelles et il est important de ne pas juger quelqu'un sur la base de son identité ni de faire preuve de discrimination envers une personne en raison de son identité sexuelle ou de genre.

Les jeunes leaders développent des connaissances approfondies sur des concepts liés au genre, notamment les différentes identités sexuelles et de genre, appréhendent les subtilités d'une action fondée sur les droits et apprennent à aborder les questions de violence et de discrimination sous l'angle des droits humains.

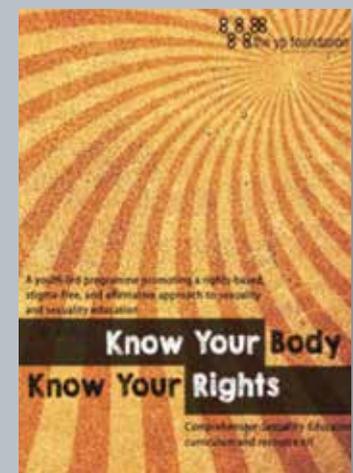
Reconnaissant qu'il n'existe pas de solution universellement applicable, la Fondation YP a opté pour un cursus flexible pouvant être adapté à différents groupes de participants. Le processus d'élaboration de programme suit une démarche ascendante : il **débuté avec les filles et les garçons eux-mêmes**, dont l'apport est sollicité tout au long du processus de conception et d'adaptation.

La Fondation YP modifie le vocabulaire et le contenu des études de cas pour veiller à ce qu'il demeure acceptable, accessible et pertinent aux yeux du public visé. Par exemple, elle pourrait avoir recours à des exemples tirés de la presse locale possiblement déjà connus des participants. Elle veille aussi à la mise à jour régulière de son matériel. Les pairs éducateurs ont recours à de nombreux outils créatifs qui interpellent les participants et renforcent leur compréhension des sujets, notamment **des outils audiovisuels, des jeux interactifs et des blogs sur la sexualité et les droits sexuels**. Par exemple, ils font appel à des études de cas, à des travaux en groupe et à des exercices pour discuter entre autres du « bon sexe » et du « mauvais sexe », des effets de certaines normes sur la sexualité et de la compréhension des identités sexuelles et de la discrimination à l'égard des orientations sexuelles et des identités de genre différentes.

Faire tomber les normes de genre

Dans cet exercice tiré du programme, la Fondation YP examine les concepts du patriarcat et de la discrimination à l'aide de témoignages personnels et conduit les participants à certaines conclusions. Prenons pour exemple le récit de Mohan :

Mohan ne s'identifie pas au genre qui lui a été assigné à la naissance et a enfreint les normes de genre. Pour ces raisons, il a été victime de violence. Le patriarcat dicte que les hommes doivent être virils et les femmes féminines. La transgression des normes de genre déstabilise les structures patriarcales. C'est pourquoi des gens comme Mohan sont la cible de discrimination, de mauvais traitements et de punitions.



LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés



Photo: la Fondation YP

Par ailleurs, le programme évite de susciter la peur chez les jeunes et se concentre plutôt sur leur émancipation en les sensibilisant à des concepts comme le choix, l'autonomie, les droits et l'expression sexuelle, notamment à l'aide de messages positifs et de **discussions approfondies sur le plaisir et le désir**. Ce faisant, les jeunes renforcent leur capacité à adopter une image de soi positive et une attitude saine.

Le programme comprend également des analyses approfondies du pouvoir et du patriarcat. Pour mettre fin à la violence de genre, la Fondation YP **aide spécifiquement de jeunes hommes et des garçons** à remettre en cause les notions patriarcales et les normes de la masculinité.

Suivi et évaluation

En 2017, la Fondation YP a réalisé une étude quantitative à plusieurs méthodes pour évaluer l'impact de son programme sur les pairs éducateurs, les participants et les organisations partenaires pendant la période 2016-2017. L'évaluation comprenait un examen de données de sources secondaires, ainsi que des entretiens individuels ou en groupe avec des acteurs clés (notamment les pairs éducateurs, les participants et le personnel) ayant différents points de vues sur le programme. Le rapport s'est aussi penché brièvement sur la pérennité des changements observés chez les participants et les organisations partenaires à la suite de leur participation au programme Connaître son corps.

Par ailleurs, en vertu de leur engagement à une participation pleine et entière, les participants ont aussi pris part à divers processus de redevabilité. Par exemple, les jeunes leaders ont mené des audits sociaux auprès de clients mystères (36 centres de santé publics, privés et non gouvernementaux) pour évaluer à quel point leurs services de santé sexuelle et reproductive étaient sensibles aux besoins des jeunes. Les données de ces audits ont été utilisées lors de consultations multipartites à l'échelle des districts et des États afin de favoriser un dialogue constructif entre les

jeunes et les agents de santé de première ligne, les médecins et les représentants d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux sur ces questions.

Résultats

Le programme Connaître son corps témoigne de l'énorme potentiel d'un programme pour et par les jeunes fondé sur un modèle de collaboration multisectorielle qui donne aux adolescents et aux jeunes les moyens de devenir des agents du changement social et de transformer leurs vies.

Chaque année, plus de 1 500 jeunes (la plupart des jeunes filles et femmes de 10 à 25 ans) participent au programme Connaître son corps dans les écoles, les établissements de soins spécialisés, les centres d'apprentissage parascolaires et les groupes communautaires de jeunes dans des milieux urbains et ruraux de trois états indiens. Parallèlement, les volets de sensibilisation du public et de plaidoyer du programme atteignent plus de 50 000 personnes en ligne chaque année par l'entremise de campagnes sur les médias sociaux, ainsi que hors ligne, par l'entremise de projets d'actions sociales, par exemple des spectacles de rue, des audits sur la prestation de services de SDRS menés par des jeunes et des consultations multisectorielles.

Il ressort de l'évaluation que le programme a contribué à accroître les compétences en leadership, la confiance en soi et les capacités de négociation des jeunes participantes. Une majorité des participants reconnaissent à quel point la stigmatisation rattachée aux questions de SDRS a une incidence négative sur leur intégrité corporelle et leurs droits.

Autres exemples de résultats :

1. Les jeunes ont plus de connaissances et sont mieux informés sur la santé sexuelle et reproductive. Les mythes et les idées fausses ont été réfutés.

2. Les participants de sexe masculin ont une meilleure attitude envers les filles et les femmes.
3. Les jeunes ont développé un sens critique et commencé à remettre en question des idées imposées par leur famille ou la société au nom de la tradition, de la culture ou de la religion.
4. On réclame de plus en plus une ESC.
5. Une grande cohorte de jeunes est maintenant prête à s'engager socialement et à militer pour une ESC.
6. Les jeunes commencent à remettre en cause les normes sociales et à encourager leurs pairs à faire de même.

Coups d'oeil sur les facteurs de réussite

1. Des jeunes en tant que leaders : tous les programmes sont conçus par et pour les jeunes.
2. Approche positive à l'égard de la sexualité fondée sur les droits et exempte de toute forme de stigmatisation.
3. Des connaissances et de l'expérience de travail avec des jeunes de différents milieux marginalisés à divers égards.
4. Une perspective féministe intersectionnelle contribuant à l'établissement de liens avec des groupes divers.
5. Un programme flexible d'ESC fondé sur une approche ascendante qui est accessible, acceptable, pertinent et auquel on s'identifie.

Défis et perspectives

L'évaluation a mis en lumière trois aspects susceptibles d'être renforcés : la collaboration avec les familles et les communautés ; la collaboration avec les organisations partenaires ; et une plus grande attention portée au pouvoir du nombre pour promouvoir les intérêts des filles. L'organisation a aussi reconnu d'importantes lacunes relativement à l'aide apportée aux handicapés et a indiqué vouloir retravailler son matériel et ses approches dans le but d'y remédier.

Coordonnées

Courriel : info@theypfoundation.org
Site Web : <http://www.theypfoundation.org>

LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

8. ANNEXES

8.1. Définition complète des premiers et des deuxièmes paramètres de sélection et des paramètres contextuels

Premiers paramètres de sélection

- Le programme met de l'avant ou cible les filles (le programme peut aussi avoir d'autres cibles, notamment les enfants et les jeunes transgenres ou de genre non conforme. Cependant, au moins certains aspects du programme s'adressent précisément et uniquement aux filles et aux jeunes femmes)³⁷.
- Le programme met l'accent sur la prise de décision autonome.
- Plus particulièrement dans les contextes où on ne s'attend pas à ce que les filles et les femmes prennent indépendamment des décisions, le programme doit chercher à leur donner les moyens d'y arriver, tout en veillant à changer les normes sociales dans les familles et les communautés.
- Le programme doit aider les filles à obtenir les informations dont elles ont besoin pour prendre des décisions concernant leur vie, ainsi que soutenir leur capacité à prendre de telles décisions (p. ex., par le renforcement de leurs compétences financières et l'accroissement de leur indépendance économique).
- Le programme est de nature participative et centré sur l'acquisition de compétences concrètes, notamment le développement du leadership des filles. Par exemple, un programme pourrait offrir, mettre en valeur ou appuyer une éducation complète à la sexualité.
- Le programme promeut l'égalité des genres et privilégie une approche intersectorielle³⁸.
- Le programme est ancré dans les droits des filles et des jeunes femmes. Par exemple, le programme pourrait aborder les aspects suivants :
 - Le droit des filles à des informations et à des services en matière de santé, notamment des informations sur la SDRS adaptées à leur âge.
 - L'accès des filles à des espaces communautaires.
 - La sensibilisation aux droits.
 - La participation autonome des filles aux efforts de plaidoyer en faveur de changements politiques ou législatifs.
 - La création d'espaces sûrs pour les filles.
 - La promotion de la sécurité et de la mobilité des femmes et des filles.
- Le programme établit précisément *quelles* filles sont ciblées et est adapté à leurs besoins.
- Le programme tient compte de la complexité de la vie des filles : il repose sur une compréhension des caractéristiques et des besoins particuliers des participantes et est axé sur ces caractéristiques. La situation d'une fille sera différente selon la communauté, la religion, le contexte social, etc. De plus, le lien entre le genre et les aspects sociaux, juridiques et culturels est différent d'un contexte à l'autre. Dans la mesure du possible, un programme doit étudier, comprendre et tenir compte de ces différentes réalités. Le programme peut ne pas suivre une logique linéaire, mais être adapté au fil du temps selon les changements dans la vie des filles et des femmes.
- Le programme met en valeur le point de vue des filles : 1) en associant ces dernières (et les autres personnes ciblées par le programme, le cas échéant) à l'évaluation et à l'examen du programme et, idéalement, à son élaboration ; et 2) en aménageant des espaces où les filles peuvent s'exprimer en toute sécurité. Idéalement, les participantes ont joué un rôle avant la phase de conception et d'élaboration du programme pour veiller à ce que celui-ci soit acceptable, réalisable et approprié et qui trouve écho chez les filles.
- Le programme crée également des espaces où les filles peuvent s'exprimer en toute sécurité. Il pourrait s'agir d'aménager des espaces réservés aux filles et aux femmes ou d'aider ces dernières à s'exprimer en public et ailleurs où elles ne le pouvaient pas auparavant. Cela pourrait aussi se traduire par une collaboration avec les hommes, les garçons et les communautés en vue de changer les normes sociales qui limitent la liberté d'expression des filles et des femmes.
- Le programme crée également des espaces où les filles peuvent s'exprimer en toute sécurité. Il pourrait s'agir d'aménager des espaces réservés aux filles et aux femmes ou d'aider ces dernières à s'exprimer en public et ailleurs où elles ne le pouvaient pas auparavant. Cela pourrait aussi se traduire par une collaboration avec les hommes, les garçons et les communautés en vue de changer les normes sociales qui limitent la liberté d'expression des filles et des femmes.
- Le programme est adapté aux réalités locales et appelle la participation des acteurs de la communauté, y compris les hommes et les garçons, qui sont encouragés à devenir des partenaires pour l'égalité des genres et à remettre en question toute forme de masculinité préjudiciable. Cela suppose l'inclusion de la communauté au-delà d'une participation de façade, ainsi qu'une compréhension des perspectives, des obstacles et des approches locales pour veiller à bien adapter le programme au contexte.
- Le programme tient compte des interrelations au sein de l'écologie sociale (c.-à-d., les obstacles provenant de la famille, de la communauté et de la société), notamment les entraves structurelles et juridiques ainsi que les normes de genre et les attentes culturelles préjudiciables, que ce soit en établissant des liens avec d'autres programmes ou en aiguillant les participants vers les services appropriés. Tout indique que les programmes qui tiennent compte des différents niveaux de l'écologie sociale sont plus susceptibles de modifier positivement les comportements clés. Cependant, certains programmes n'ont ni les ressources ni la portée nécessaires pour œuvrer à différents niveaux (p. ex., auprès des individus, des familles, des écoles et des institutions religieuses, et à l'égard des normes sociales). Cela ne signifie pas que ces programmes n'atteignent pas efficacement leurs objectifs ; toutefois, la portée des effets transformateurs de tels programmes pourrait être plus limitée que celle de programmes visant tous les aspects de l'écologie sociale. Dans l'intérêt de la présente analyse, nous avons inclus des programmes œuvrant à plus d'un niveau. Nous reconnaissons qu'il pourrait être plus facile de travailler à deux niveaux qu'à tous les niveaux.
- Le programme aborde la question de la santé sexuelle et reproductive. Des renseignements sur une variété de sujets liés à la SDRS — puberté, relations sexuelles, infections transmises sexuellement (y compris le sida/VIH), méthodes de contraception et autres — sont présentés et adaptés à l'âge des publics visés. Ces renseignements sont accompagnés d'informations sur le plaisir, la sexualité et la coercition sexuelle. Le programme veille à aborder les questions liées à la SDRS sans embarrasser les participants et offre des services aux adolescents en matière de SDRS, ou aiguille les adolescents vers de tels services.

LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

Deuxièmes paramètres de sélection
<ul style="list-style-type: none"> Le programme est-il axé explicitement sur les UMEPF ? (oui/non)
Paramètres contextuels (paramètres roses — ne sont pas utilisés pour exclure un programme)
<ul style="list-style-type: none"> Organisation bien connue ? (oui/non) Contexte humanitaire ou fragile ? (oui/non) Contexte urbain ou rural ? Programme mis en œuvre dans un contexte conservateur ou religieux ? (oui/non) Programme dirigé ou élaboré localement ? (oui/non) Région ?

8.2. Définition complète des variables présentant un intérêt

Portrait des participants ciblés
<ul style="list-style-type: none"> Groupe d'âge des filles (et des garçons) ciblées (et raisonnement qui sous-tend ce choix, le cas échéant). Caractéristiques spécifiques des filles (et des garçons) ciblées. Mariées ou célibataires ? Scolarisées ou non ? Autres vulnérabilités comme un handicap, le statut de réfugié, séropositivité ? Nombre total de filles (et de garçons) ciblées (par un programme ou par année) et nombre de participants indirects, le cas échéant. Autres participants (femmes, grand-mères, pères, leaders communautaires, professionnels de la santé, etc.). Comment le programme reflète-t-il la réalité des filles dans différents contextes (religieux, sociaux, etc.) et communautés ? Le programme est-il différent pour différents groupes de filles ? Dans l'affirmative, de quelle manière plus précisément ?
Renseignements généraux sur le programme
<ul style="list-style-type: none"> Quelles sont les formes de changement ciblées par le programme (les objectifs) ? Qui dirige le travail auprès des filles (pairs éducateurs, travailleurs communautaires, personnel de programme, fonctionnaires, une combinaison de ces personnes, autres) ? Combien de temps et de ressources sont investis dans la formation des éducateurs/mentors ? La formation a-t-elle lieu dans les écoles ? Au sein de la communauté (enseignants, formateurs) ? Quel est le processus de renforcement des capacités pour les personnes chargées d'enseigner le programme qui sont en contact direct avec les filles (et les garçons) et les acteurs clés de la communauté ? Le programme a-t-il recours à un modèle en cascade ? Se fonde-t-il principalement sur l'enseignement d'un cursus ou contient-il aussi des activités et des discussions plus ouvertes ? Quelles sont les fréquences et la durée des séances ? Quel est le coût du programme (relativement au coût de la vie local) ?

³⁷Population Council, *Girl-Centered Program Design: a toolkit to develop, strengthen and expand adolescent girls' programs*, 2010. Dans cette boîte à outils, on remarque que bon nombre de communautés n'ont aucun programme destiné aux filles. On s'attend plutôt à ce que les filles participent à des programmes destinés aux jeunes en général. Cependant, bien souvent, de tels programmes ne répondent pas aux besoins des filles ou ne ciblent pas les expériences propres à leur genre. Toujours selon cette boîte à outils, « les filles tendent à tirer le meilleur parti de programmes réservés aux filles : elles n'ont pas peur de parler, de s'exprimer, de poser des questions et d'assumer des rôles de leadership qu'elles n'auraient pas pu tenir autrement ».

³⁸Selon la définition d'« approches promouvant l'égalité des genres » employée par *Filles, Pas Epouses*.

LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

Analyse plus approfondie des principes généraux et articulation des objectifs généraux des programmes (promotion de la prise de décision autonome des filles, promotion de l'égalité des genres, etc.)

- Quelles sont les stratégies utilisées par le programme pour promouvoir la prise de décision autonome chez les filles ?
- Comment l'organisation explique-t-elle son approche pour encourager la prise de décision autonome ?
- En quoi l'organisation ou le programme promeut-il l'égalité entre les genres³⁹? Plus particulièrement, comment fait-on participer les garçons et les filles ? L'organisation ou le programme ont-ils les objectifs suivants ? 1) Sensibiliser aux normes de genre discriminatoires. 2) Remettre en cause ces normes. 3) Remplacer les normes de genre préjudiciables et inéquitables par des normes saines. 4) Apporter des changements systémiques par des efforts de plaidoyer (ajouter des précisions sur les efforts de plaidoyer, le cas échéant).
- Le programme aide-t-il les participants à comprendre la relation entre le genre et la sexualité ? De quelle manière ?
- Le programme vise-t-il à combattre les inégalités dont souffrent les femmes et les filles en matière d'accès à des ressources financières et à la scolarisation ?
- Le programme prévoit-il des espaces pour les genres non conformes et pour la remise en cause et le rejet de la binarité de genre ? Comment sont-ils conçus ?
- Le programme aborde-t-il les normes en matière de sexualité ? De quelle manière ?
- Le programme adopte-t-il une approche intersectionnelle ? Plus précisément, tient-il compte des questions de race, de classe, d'ethnie, de handicap, de langue, de lieu d'origine, d'état de santé et de migration ? Comment ces questions sont-elles intégrées au programme ou prises en compte par l'organisation ?

Participation des filles

- Comment les filles et les autres participants sont-ils associés à l'évaluation, au suivi et au développement du programme ? Les filles ont-elles l'occasion d'être entendues, d'exercer un leadership et de piloter le programme et les efforts de plaidoyer ? Participent-elles pleinement à toutes les étapes du programme, y compris aux démarches de suivi et d'évaluation ?
- L'organisation se contente-t-elle de simplement rassembler les filles pour leur enseigner son programme, ou les filles sont-elles « collectivisées^{40,41} » dans le but de défendre leurs droits ? Comment ce travail est-il réalisé ?
- Le programme met-il l'accent sur la mobilisation en vue de réaliser l'égalité des genres et de changer la situation en matière de sexualité et de SDRS ? Comment le programme est-il lié aux groupes de jeunes ?

Modèle écologique

- Comment le programme implique-t-il les familles, la communauté ou les institutions (y compris pendant la phase d'élaboration du programme) ?
- Plus précisément, comment le programme cible-t-il les inégalités et les iniquités de genre ainsi que les changements de normes en matière de sexualité et de reproduction (comment promeut-il l'égalité des genres) aux différents niveaux du modèle écologique ?
- De quelle manière l'organisation est-elle impliquée dans le contexte local et attentive à la réalité actuelle ? Par exemple, aide-t-elle et encourage-t-elle l'équipe de projet à agir en cas de violence ou de discrimination ? Comment le programme établit-il des liens entre les mécanismes de protection communautaires et soutient-il leur renforcement ?
- Le programme aide-t-il les gens concernés à se rassembler pour dénoncer les institutions et les structures patriarcales, notamment les lois qui interdisent aux femmes de posséder des titres de propriété ou de divorcer ?
- Comment le programme établit-il des liens entre les interventions aux niveaux local, national et mondial ?

³⁹Lors de la première phase de sélection, les chercheurs ont vérifié si les programmes ou le travail des organisations semblaient promouvoir l'égalité des genres. Cependant, dans la plupart des cas, ceci s'est avéré difficile à déterminer à partir d'un examen rapide de la documentation disponible. Aussi, des organisations et des programmes n'adoptant pas explicitement une APEG sont passés à la deuxième phase de sélection.

⁴⁰La « collectivisation » permet aux membres de groupes marginalisés de se réunir, d'exposer l'oppression dont ils sont victimes et d'envisager des changements à l'échelle individuelle et sociale. Elle peut prendre diverses formes (groupes d'entraide, coopératives, sangathans de femmes, syndicats, etc.) et est considérée comme une importante stratégie pour la réalisation des droits des marginalisés (Ramachandran et Jandhyala, 2012 ; Steady, 2006). D. Bhog et D. Mullick, *Collectivizing girls for social change: Strategies from India*, AJWS, 2015. https://ajws.org/wp-content/uploads/2017/02/Collectivizing-Girls_FINAL-EDIT-17Feb2017.pdf

⁴¹R. Vedula, *Collecting vs collectivizing adolescent girls: What's the difference?*, 2016. <https://ajws.org/blog/collecting-vs-collectivizing-adolescent-girls-whats-the-difference/>

Travail et informations concernant la sexualité et la SDSR
<ul style="list-style-type: none"> • Comment les informations sont-elles présentées ? Portent-elles sur une variété de sujets liés à la SDSR, notamment la puberté, les relations sexuelles, les infections transmises sexuellement (dont le VIH/sida), les droits génésiques (y compris le droit à un avortement sans danger), les méthodes de contraception, la sexualité et l'orientation sexuelle ? • Ces informations sont-elles accompagnées de points de vue et d'informations sur le plaisir et la sexualité, la coercition sexuelle, la violence sexuelle, les normes sexuelles, le consentement et les choix positifs ? • Le programme veille à aborder les questions liées à la SDSR de manière à ce que les participants se sentent à l'aise d'en discuter avec d'autres personnes en dehors du programme ? • Le programme offre-t-il des services adaptés aux adolescents en matière de SDSR, ou aiguille-t-il les adolescents vers de tels services⁴² ? • Quelles sont les (autres) principales composantes du programme ? L'analyse du pouvoir et du patriarcat en fait-elle partie ? • Sous quel angle le programme est-il présenté (défense des droits, prévention des méfaits, autres) ? • Un lien est-il explicitement établi entre les UMEPF et la sexualité ? De quelle manière ? • La documentation du programme comprend-elle d'autres aspects importants à souligner (logique et mise en œuvre du programme, ou autres documents) ? Le programme comprend-il un cadre de suivi et d'évaluation ?
Stratégies adoptées et méthodes d'approche novatrices
<ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les principales stratégies adoptées par le programme (renforcement des capacités, développement du leadership, plaidoyer, sensibilisation du public, prise de conscience, plaidoyer juridique, collecte de données probantes, évolution des normes sociales, collectivisation, etc.) ? • Le programme a-t-il recours à différentes méthodes d'approche (p. ex., le sport, des cours de langue, une formation en technologie de l'information) pour présenter les concepts de sexualité, de genre ou de droits ? Quelles méthodes et de quelle manière ? • D'autres approches novatrices sont-elles adoptées ? Lesquelles et de quelle manière ?
Résultats du programme et principaux indicateurs de réussite
<ul style="list-style-type: none"> • Comment la réussite du programme était-elle définie ? Les résultats en matière de promotion de l'égalité des genres et les résultats sectoriels étaient-ils pris en compte ? • Selon l'organisation, quelles sont les trois choses les plus importantes lui permettant de parvenir à des résultats favorables ? • Quels ont été les résultats les plus probants ? • Un suivi des données a-t-il été effectué ? Dans l'affirmative, quel genre de suivi ? Le programme comprend-il des plans d'évaluation et d'apprentissage ? Quel type d'évaluation a été menée ? (1) Essais sur des échantillons aléatoires, approche quasi expérimentale, par cohorte ou longitudinale, étude cas-témoins ou transversale avec groupes témoins ; 2) étude transversale sans groupe témoin ; 3) étude qualitative rigoureuse ; 4) autre. • Quel type de mesures et de méthodes ont été utilisées pour le suivi et l'évaluation du programme ? • Ces méthodes permettent-elles d'établir des liens entre les approches utilisées et les résultats obtenus ? Les objectifs, la fréquence des contacts, la sélection et la formation des équipes, les procédures, la méthodologie pour la réflexion et les apprentissages, le cursus, la portée, etc. sont-ils bien définis ? • Les apprentissages recherchés et leurs usages ont-ils été définis ? Existe-t-il des informations sur les méthodes employées pour se pencher sur les résultats et en tirer des apprentissages, ainsi que sur la fréquence à laquelle ces méthodes ont été employées ? • Quels sont les principaux enseignements tirés ? Plus particulièrement, sait-on exactement pourquoi le programme a donné de bons résultats dans son contexte de mise en œuvre ? Par exemple, des éléments ont-ils directement contribué aux modalités et à l'efficacité de l'intervention ? Le programme a-t-il fait face à des défis attendus ou inattendus, internes ou externes, et comment les a-t-on surmontés ?
Autres informations
<ul style="list-style-type: none"> • La source et le montant des fonds de financement du programme. • Le programme a-t-il été adapté à d'autres contextes ? Peut-il être adapté à d'autres contextes ?

⁴²Selon l'Organisation mondiale de la Santé, pour être réellement universels, les services de santé doivent être adaptés aux adolescents. À cette fin, des changements s'imposent en matière de prestation de services, de main-d'œuvre et de financement :

- **Prestation de services** : il est nécessaire de passer de projets « à l'écoute des adolescents » à des programmes qui renforcent la capacité des établissements de soins de santé primaire et secondaire existants à répondre aux besoins des adolescents en matière de santé et de développement.
- **Soins préventifs** : des transitions s'imposent pour donner la possibilité à tous les adolescents de solliciter les services préventifs dont ils ont besoin dans les établissements de santé primaire.
- **Main-d'œuvre** : des transitions s'imposent en matière de formation de la main-d'œuvre : tous les prestataires de service doivent avoir des connaissances de base du développement des adolescents et de ses répercussions sur la pratique clinique.
- **Financement** : des transitions s'imposent en matière d'affectation des ressources et d'achat de services afin de répondre aux besoins des adolescents.

LEVER LES TABOUS :

La sexualité et les approches promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés

8.3. Exemples d'indicateurs utilisés dans l'évaluation des programmes

<p>Report de l'âge des UMEPF et réduction des grossesses adolescentes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Âge au moment du mariage (Development Initiative for Supporting Healthy Adolescence, DISHA). • Âge au moment de donner naissance au premier enfant (Maharashtra Life Skills Program). • Nombre de foyers où l'on retrouve des filles de moins de 18 ans mariées ou en union (DISHA). • Pourcentage de participants aux programmes qui ne se sont pas mariés avant d'avoir 18 ans (VACHA Trust).
<p>Émancipation des participants à l'échelle individuelle, notamment une amélioration de l'estime de soi et de l'efficacité personnelle des adolescents célibataires</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage de filles démontrant une amélioration de leur efficacité personnelle — une plus grande confiance en leur capacité à accomplir des tâches et à atteindre leurs objectifs (VACHA Trust). • Pourcentage de filles ayant acquis la confiance en soi nécessaire pour devenir des agents de changement dans leur communauté (VACHA Trust). • Amélioration de la communication entre les élèves, notamment entre les garçons et les filles (GEMS).
<p>Changements sur le plan des connaissances, des opinions et des comportements à l'égard de la sexualité, de l'égalité des genres et des UMEPF chez les participants au programme et chez les autres membres de la communauté</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage d'adolescentes et de jeunes femmes ayant amélioré leurs connaissances, leurs compétences et leurs comportements de manière à prendre des décisions éclairées et sans danger à l'égard de la SDR (Awareness to Action). • Pourcentage de participantes et de jeunes femmes ayant amélioré leurs connaissances et leurs comportements à l'égard des conséquences négatives des mariages précoces et des grossesses chez les adolescentes (Awareness to Action). • La proportion d'élèves qui croient que les filles devraient avoir au moins 18 ans pour se marier (GEMS and programme Ishraq). • Augmentation du pourcentage de jeunes femmes (moins de 24 ans) ayant recours à des contraceptifs modernes (Awareness to Action et DISHA). • Pourcentage de leaders communautaires ayant une meilleure opinion de la SDR chez les adolescentes (Awareness to Action).
<p>Niveau communautaire : changements de normes sociales à l'égard de la sexualité, du genre, de la violence et des UMEPF</p> <ul style="list-style-type: none"> • Participation accrue des garçons et des hommes aux efforts de plaidoyer contre le harcèlement sexuel, le mariage précoce et les grossesses adolescentes dans les communautés ciblées (Awareness to Action). • Plus grande acceptation de la SDR des adolescentes au sein de la population dans les communautés ciblées (Awareness to Action). • Augmentation du pourcentage d'adolescentes et de jeunes femmes ayant accès à des services de santé procréative et de planification familiale dans les zones ciblées (Awareness to Action).
<p>Réussites en matière de plaidoyer ou de réformes politiques liées aux UMEPF</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de politiques ou de lois à l'égard de la SDR qui ont été adoptées, modifiées ou mises en œuvre au niveau des districts et des provinces (Awareness to Action). • Nombre d'activités ou d'événements publics mis en œuvre dans la communauté par les participants aux programmes (p. ex., des rassemblements, des enquêtes, du théâtre de rue, des manifestations, des rencontres, des projections de filles ou des campagnes en ligne) (VACHA Trust). • Nombre de participants au programme ayant rédigé un article dans un journal ou envoyé une lettre à un journal (Awareness to Action).



LEVER LES TABOUS:

La sexualité et les programmes promouvant l'égalité des genres pour mettre fin aux unions et aux mariages d'enfants, précoces et forcés



Ce rapport a été publié en juin 2019.

Pour plus d'information, veuillez contacter :
Anne Sprinkel, Directrice de programme, Tipping Point, CARE - Anne.Sprinkel@care.org ;
Sarah Green, Conseillère supérieure en matière de Santé et de Droits Sexuels, American Jewish World Service - Sgreen@ajws.org

Photos de couverture : Graham Crouch / Filles, pas Epouses; quatrième de couverture : Fran Afonso / Filles, pas Epouses